

GESTION DES DÉCHETS

Vers l'élaboration d'un nouveau plan

En Algérie, le marché du recyclage des déchets est estimé à 38 milliards de dinars. Les Algériens jettent chaque année 11 millions de tonnes de déchets ménagers et assimilés (DMA). Or seulement 10% de cette énorme quantité est recyclée. Si les pouvoirs publics œuvrent à porter le taux de recyclage des déchets à 10% en 2024, cela reste en deçà des attentes voulues par le Président de la République, au regard des investissements consentis, qui, lors du dernier conseil des ministres, a instruit la ministre en charge de ce secteur de coordonner avec ses homologues des secteurs de l'Intérieur et de l'Habitat, sous la supervision du Premier ministre, pour élaborer un schéma sur l'environnement et l'urbanisme. P 3



GROUPE TRANSTEV

Vers une restructuration des établissements de transport par bus

Le Groupe de transport terrestre de voyageurs "Transtev" entend restructurer ses établissements de transport public par bus, dans le but d'améliorer leur compétitivité. C'est ce que le directeur général (DG) du groupe, Mokhtar Rezzoug, a annoncé avant-hier mardi, devant la Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Kamel Aouissat, président de la commission.

P 2

SALON INTERNATIONAL BATIMATEC 2024

Des solutions innovantes dans la construction présentées

Plusieurs startups algériennes ont manifesté, hier à Alger, leur disponibilité et leur haute qualification dans le domaine de l'habitat et de la construction afin d'accompagner le développement du secteur à travers l'innovation. Des startups activant dans le contrôle, le monitoring et la gestion de données ont présenté, lors d'une conférence sur les solutions innovantes dans la construction organisée dans le cadre du Salon international Batimatec 2024, leurs projets et leurs expériences réussies, notamment lors de collaborations avec des institutions publiques.

P 5

6^e FOIRE DES PRODUITS ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

Signature de dix accords de coopération entre des opérateurs algériens et mauritaniens

La 6^e Foire des produits algériens à Nouakchott, capitale de la Mauritanie, a été couronnée par la signature de dix (10) accords de coopération concernant divers domaines économiques et commerciales, a indiqué mercredi un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des Exportation.

P 4

TÉLÉPHONIE MOBILE

**Djezzy investit
8,3 milliards DA au premier
trimestre 2024 P 5**

CONSEIL DES MINISTRES

**Instruction pour revoir
les taux d'intérêt
bancaires élevés P 3**

ORAN

**Engouement pour le Salon
du e-commerce et de
l'économie numérique P 5**

BÉCHAR
Un apport de 5 millions de M3 d’eaux au barrage de Djorf Ettorba

Un apport de cinq (5) millions de M3 d’eau a été enregistré au barrage Djorf Ettorba de Béchar, suite aux crues de l’oued Guir et d’autres petits cours d’eau de la région, a-t-on appris mercredi auprès de l’antenne locale de l’Agence nationale des barrages et des transferts (ANBT). Ce nouvel apport pluviométrique a permis l’augmentation de la retenue de ce barrage à huit (8) millions de M3, a précisé le responsable de l’antenne de l’ANBT, Ahmed Djebli. Il va également renforcer l’offre en eau potable (AEP) à destination des habitants des communes de Béchar, Abadla et Kenadsa, via la station de traitement et d’épuration des eaux, à raison de 20.000 M3 quotidiennement, a-t-il ajouté. Situé à une soixantaine de kilomètres au sud-ouest de Béchar, le barrage de Djorf Ettorba, s’étend sur une superficie globale de 21.500 km2, dispose d’une capacité de retenue de 365 millions de M3 d’eau, a rap-

RÉSERVATION ÉLECTRONIQUE DES CHAMBRES D’HÔTELS POUR LES HADJIS
L’ONPO annonce le début de l’opération

L’opération de réservation électronique des chambres d’hôtels à la Mecque pour les hadjis voyageant avec l’Office national du Pèlerinage et de la Omra (ONPO) débutera, mercredi, via l’application +Rakb el Hadjidj+ et le portail +Bawabetelhadj.dz+, a indiqué un communiqué de l’Office. "L’opération de réservation électronique des chambres d’hôtels à la Mecque pour les hadjis voyageant avec l’ONPO, débutera mercredi 8 mai à 20h", a précisé la même source. Les réservations en question concernent "les vols prévus du 20 au 25 mai à partir de tous les aéroports, via l’application Rakb El Hadjidj et le portail algérien du Hadj https://bawabetelhadj.dz", selon l’office qui a ajouté que "l’opération de réservation des chambres pour le reste des vols sera programmée successivement". Dans ce cadre, les hadjis concernés peuvent télécharger leurs visas du hadj via les mêmes application et portail, a conclu le communiqué.

GROUPE TRANSTEV

Vers une restructuration des établissements de transport par bus

Le Groupe de transport terrestre de voyageurs "Transtev" entend restructurer ses établissements de transport public par bus, dans le but d'améliorer leur compétitivité. C'est ce que le directeur général (DG) du groupe, Mokhtar Rezzoug, a annoncé avant-hier mardi, devant la Commission des transports et des télécommunications de l'Assemblée populaire nationale (APN), présidée par Kamel Aouissat, président de la commission.

Par Slimane T/Agence

L’intervenant a précisé que «le groupe a élaboré plusieurs mesures pour améliorer son efficacité, dont notamment la restructuration des établissements de transport public de voyageurs par bus, où une étude a été réalisée pour restructurer cinq (5) établissements à savoir l’Entreprise publique économique de transport de voyageurs Centre (EPE TVC), l’EPE TV Est, l’Entreprise nationale de transport de voyageurs (EPE NTV) et l’EPE TV Ouest, ainsi que l’Entreprise publique économique de transport de voyageurs Suburbain EPE Transub) en vue de leur fusion en une seule grande entreprise». Le groupe vise, à travers cette fusion, à «rendre ces entreprises plus compétitives face au secteur privé», a-t-il affirmé. En ce qui concerne le projet de restructuration, le groupe «étudie l’organisation des entreprises concernées selon le principe de spécialisation, ce qui permettra de développer le système de transport par bus, y compris au niveau des wilayas du Sud, notamment des nouvelles wilayas, en complémentarité avec le secteur privé», a soutenu le DG du Transtev. Ce projet prévoit égale-

ment un programme d’investissement pour le renouvellement des moyens de transport et l’augmentation de leur nombre, a-t-il indiqué, soulignant que «la part des entreprises de transport public de voyageurs par bus sur le marché national ne dépasse pas 2%». Pour M. Rezzoug, le projet de restructuration s’inscrit dans un programme plus large de réorganisation de toutes les entreprises du groupe. Après la première phase qui concernera les entreprises de transport par bus, une étude sera réalisée pour restructurer les entreprises de transport guidé.

155 millions voyageurs transportés en 2023

Par ailleurs, le groupe intensifie ses efforts en matière de numérisation des différents types de transport terrestre, l’objectif étant de fournir un service public de qualité, a-t-il poursuivi. Dans le cadre du développement du transport terrestre public, le responsable a affirmé la finalisation de l’étude de faisabilité relative aux «bus à haut niveau de service» (BHNS). Un système moderne qui sera mis en place au niveau de certaines wilayas pour

«remplacer ou compléter les projets de tramway». Concernant les téléphériques, M. Rezzoug a affirmé que le ministère des transports avait débloqué, en première étape, une enveloppe de 8,827 mds DA pour les travaux de maintenance. Le DG de Transtev a révélé, lors de la présentation du bilan de son groupe pour l’exercice 2023, que le total des voyageurs transportés avait dépassé les 155 millions, soit un (1) million par bus et plus de 153 millions via les transport guidés. Plus de 46 millions étudiants ont été transportés par l’entreprise de transport universitaire créée en 2021. Le groupe des sociétés de transport terrestre comprend cinq (5) entreprises de gestion du transport par bus à savoir SOGRAL et SOGRAT, outre les entreprises des transports guidés : l’Entreprise du métro d’Alger (EMA), l’entreprise de l’exploitation du tramway (SETRAM), l’entreprise du transport par câbles (ETAC), le bureau d’études des transports urbains (BETUR) et la Compagnie industrielle des transports algériens (CITAL). Le groupe compte près de 13.000 employés dont plus de 1300 travaillent dans le transport par bus et près de 5.700 dans les transports guidés, selon les chiffres présentés à cette occasion.

COOPÉRATION

Une délégation de la NASA visite l’USTHB

Une délégation de l’Agence gouvernementale américaine NASA (National Aeronautics and Space Administration), a effectué mardi, une visite à l’Université des Sciences et de la Technologie Houari-Boumediene (USTHB), en prévision d’une collaboration entre les scientifiques et chercheurs des deux pays dans différents domaines. Cette rencontre s’inscrit dans le cadre du programme NASA-Land-Cover and Land-Use Change (LCLUC) qui porte, entre autres, sur l’urbanisation, la déforestation, l’expansion agricole, la désertification, la détection et la surveillance des

incendies actifs et l’impact de ces changements sur la pollution de l’air et de l’eau, la perte de carbone dans l’atmosphère, les problèmes de sécurité alimentaire, la pénurie d’eau, la perte de terres productives, les tempêtes de poussière, la santé et la migration. A ce propos, le chef scientifique de la délégation de la NASA, le Dr Sid Ahmed Boukabara, scientifique principal du programme de stratégie de la Division des sciences de la terre, a souligné que l’objectif de cette visite est "d’abord l’exploration, puis prévoir une collaboration entre les scientifiques et chercheurs des deux

pays dans les domaines du changement climatique et leur impact, entre autres, sur l’énergie, l’eau et l’agriculture". De son côté, le recteur de l’USTHB, le Pr Djamel-Eddine Akretche, a exprimé le souhait que ces échanges aient des "retombées positives" sur le développement des technologies spatiales en ce qui concerne notamment le changement climatique, l’eau et l’agriculture. "Ces rencontres permettront à nos chercheurs et nos doctorants de bénéficier d’expertises et développer leur connaissance pour le bien du pays", a-t-il estimé.

Quotidien économique

Les EnjeuxEco

Édité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication
Radji Zahir

Siège social
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre: les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s’adresser à : L’Entreprise Nationale de Communication, d’Edition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

GESTION DES DÉCHETS

Vers l'élaboration d'un nouveau plan

En Algérie, le marché du recyclage des déchets est estimé à 38 milliards de dinars. Les Algériens jettent chaque année 11 millions de tonnes de déchets ménagers et assimilés (DMA). Or seulement 10% de cette énorme quantité est recyclée. Si les pouvoirs publics œuvrent à porter le taux de recyclage des déchets à 10% en 2024, cela reste en deçà des attentes voulues par le Président de la République, au regard des investissements consentis, qui lors du dernier conseil des ministres, a instruit la ministre en charge de ce secteur de coordonner avec ses homologues des secteurs de l'Intérieur et de l'Habitat, sous la supervision du Premier ministre, pour élaborer un schéma sur l'environnement et l'urbanisme, avec pour but de revoir le système de tri et de distribution des déchets, à travers la sensibilisation des citoyens.

Par Réda Hadi

Pour donner un coup de fouet, à même de booster ce dossier, le Président a, également, ordonné la création de start-up spécialisées dans le recyclage de déchets, au vu de la rentabilité économique importante de ce volet, à travers les opérations de transformation et de recyclage au profit de plusieurs secteurs, en tête desquels l'Agriculture. D'engager des mesures sur le terrain pour le tri, la distribution et le recyclage des déchets dans des wilayas pilotes, englobant les grandes villes, avant leur généralisation, dans le but de corriger les comportements sociaux pour les voir contribuer efficacement et positivement à notre écosystème. Il s'agit comme l'a souligné le Chef de l'Etat de se mobiliser pour promouvoir l'image du pays dans le cadre des réformes que connaît l'Algérie, et revoir certains textes réglementaires pour que les plans théoriques soient adaptés à une application rigoureuse des lois. Pour rappel, les efforts de l'Algérie, même s'ils ont été récompensés, ont obligé les pouvoirs pu-

blics à plus améliorer la politique adoptée. Et en cela, la ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Fazia Dahleb a annoncé fin décembre 2023, l'élaboration d'un nouveau plan d'action visant à améliorer la gestion des déchets, notamment à travers l'augmentation des taux de récupération et de valorisation.

Une stratégie nationale de gestion des déchets à l'horizon 2035

Il s'agit d'une stratégie qui se veut un pas vers une gestion impliquant toutes les parties prenantes, notamment le citoyen, pour l'exploitation de ce gisement appréciable pour l'investissement, sachant que la valeur marchande des déchets valorisables est estimée à plus de 30 milliards de dinars. Cette stratégie vise à la réduction des déchets à la source, le développement de l'économie circulaire et de l'économie verte, l'accompagnement de la transition par la mise en place de plans nationaux de mise en œuvre et des outils de suivi et d'évaluation efficaces. Elle repose sur plusieurs axes

dont la réduction de la production des déchets ménagers, la mise en place progressive des mécanismes de tri sélectif en commençant par les grandes villes dans un premier temps, la poursuite de l'effort d'élimination des décharges sauvages jusqu'à leur élimination définitive, l'application du principe de «pollueur-payeur» et l'adaptation graduelle des taxes en vue d'assurer le recouvrement des coûts des services relatifs à la gestion des déchets. L'objectif étant de prendre en charge près de 13 millions de tonnes de déchets ménagers/an, dont plus de 07 millions de tonnes sont valorisables, ce qui constitue un gisement appréciable pour l'investissement. Aussi, mettre le citoyen au cœur de cette stratégie est l'un des objectifs de ce plan national, étant un acteur incontournable dans cette équation, à travers la sensibilisation et l'amélioration de recouvrement des taxes relatif au ramassage des déchets au niveau des communes. Des observateurs soulignent à cet effet, que cette stratégie vise la mise en place de mécanismes stimulant le développement du par-

tenariat public-privé (PPP) à commencer avec le ministère de l'Industrie, ce qui selon eux, créera environ 40.000 emplois directs et plus de 200.000 indirects. L'apport de startup ainsi que leurs innovations contribueront à mieux appréhender les difficultés. Et en cela, des experts appellent à promouvoir des nouveaux comportements en mesure d'appuyer l'économie circulaire, en valorisant les activités de recyclage et traitement des déchets. Et ceci, tout en soulignant, l'apport des centres des recherches et des start-up dans la promotion des pratiques respectueuses de l'environnement à travers l'encouragement de la collaboration entre professionnels, chercheurs, start-up et entreprises, outre, la sensibilisation des consommateurs sur les avantages de l'économie circulaire en termes de santé, d'environnement et de durabilité. Il faut préciser surtout, que dans le cadre du programme national de gestion des déchets ménagers, 412 structures ont été réalisées jusqu'en 2023 pour préserver la propreté des espaces publics et améliorer le cadre de vie du citoyen.

CONSEIL DES MINISTRES

Instruction pour revoir les taux d'intérêt bancaires élevés

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a chargé, lors de la réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée mardi, le ministre des Finances de réviser les taux d'intérêt bancaires élevés, incompatibles avec la politique d'encouragement de l'investissement.

Le président de la République a chargé, lors de cette réunion, «le ministre des Finances, en coordination avec la Banque centrale et l'Association des banques et des établissements financiers, de réviser les taux d'intérêt bancaires élevés, incompatibles avec la politique d'encouragement de l'investissement», indique un communiqué du Conseil des ministres.

Le ministre Laaziz Faïd, avait annoncé «les banques abaisseront les taux d'intérêt de manière significative dans les prochains jours, ce qui contribuera au financement de l'économie nationale et stimulera l'investissement». Cette baisse des taux d'intérêt «fera reculer l'inflation», parallèlement à «la réduction du coût d'investissement», a-t-il dit. Mettant en avant la contribution des institutions financières nationales, notamment les banques, au financement de l'activité économique, le ministre a fait savoir que le Fond national d'investissement avait contribué, entre 2023 et 2024, à hauteur de 500 milliards DA au financement de projets ferroviaires et miniers, notamment le projet de mine de Gara Djebilet et le projet de phosphate intégré. Il avait en outre indiqué que 10.750 milliards DA de crédits bancaires à l'économie avaient été accordés par les banques. R E.

ALGÉRIE-TUNISIE

Signature du PV de réunion de la commission mixte de coopération douanière

Les travaux de la commission mixte de coopération douanière algéro-tunisienne ont été sanctionnés par la signature, hier mercredi à Alger, d'un procès-verbal (PV) qui vise à renforcer la coopération entre les deux pays dans plusieurs domaines douaniers. Le PV de réunion de la commission qui s'est tenue mardi à Alger, a été paraphé par le Directeur général des douanes algériennes, le Général-

Major, Abdelhafidh Bakhouch et son homologue tunisien, Zouheir Mejri, au siège de la Direction générale des douanes (DGD), en présence de la délégation tunisienne, des cadres centraux de la DGD et de l'ambassadeur de la République tunisienne en Algérie, Ramdhane El-fayedh. Lors d'une conférence de presse animée en marge de la cérémonie de signature, le Général-Major Bakhouch a affirmé que les tra-

vaux de cette réunion «ont été couronnés de succès, d'autant plus que plusieurs points communs ont été discutés, dont l'évaluation des résultats de la précédente réunion de la commission, ainsi que les voies et moyens de consolider la coopération en vue de réunir les conditions idoines au contrôle du mouvement des voyageurs et des marchandises». Il a été en outre convenu d'«intensifier la coopération dans les

domaines de la formation, de la construction des capacités et de l'échange des expertises, en sus de la coordination en matière des renseignements douaniers et d'échange d'informations», a ajouté le DG des douanes qui a assuré que «tout ce qui a été convenu avec les douanes tunisiennes sera concrétisé sur le terrain». De son côté, le DG des douanes tunisiennes, Zouheir Mejri a estimé que ce PV est «très impor-

tant», au vu «de la facilitation du dialogue et des négociations bilatérales lors de la réunion et des décisions et programmes convenus». Ainsi, «il sera procédé à la concrétisation des résultats de cette réunion notamment à travers la création de commissions de coordination et l'échange des expertises en vue de la mise en œuvre de ces décisions», a-t-il souligné.

R E.

REVALORISATION DES PENSIONS ET ALLOCATIONS DE RETRAITE

Une reconnaissance par l'Etat des efforts des travailleurs

Par S R.

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a affirmé, lors d'une réunion du Conseil des ministres qu'il a présidée mardi, que "la décision de revalorisation des pensions et allocations de retraite se voulait une reconnaissance et une considération par l'Etat des efforts de ses enfants parmi les travailleurs qui ont pleinement accompli leur mission tout au long de leur carrière", indique un communiqué du Conseil. Concernant la revalorisation des pen-

sions et allocations de retraite, "Monsieur le Président de la République a affirmé que la décision de revalorisation des pensions et allocations de retraite se voulait une reconnaissance et une considération par l'Etat des efforts de ses enfants parmi les travailleurs qui ont pleinement accompli leur mission tout au long de leur carrière. Les augmentations oscilleront entre 10% et 15% pour toutes les catégories de retraités, ce qui permettra d'améliorer leur cadre de vie", précise le document. Lors de cette réunion, le Conseil des ministres a approuvé les projets de statuts

et de régimes indemnitaires pour les fonctionnaires relevant des corps médical et paramédical. Le chef de l'Etat a instruit le ministre de la Santé à l'effet de poursuivre l'élaboration de textes de loi inhérents à la spécificité des corps médical et paramédical. Sur un autre registre, et concernant production et la distribution des lubrifiants en Algérie, le Président a instruit le Premier ministre de coordonner avec les ministres de l'Industrie, de l'Energie, des Finances et du Commerce pour élaborer un cadre juridique régissant ce domaine et définissant les normes, les

critères et la qualité des lubrifiants autorisés sur le marché national. Il a donné des instructions pour que Naftal assure la production, en augmente le taux et se charge de la commercialisation et de l'importation des lubrifiants qui ne sont pas produits localement, tout en engageant la mise en place des technologies nécessaires à leur production localement. Par ailleurs, le Président a ordonné d'accorder un intérêt accru à la cybersécurité dans le processus de numérisation, saluant les efforts constants pour mener à bien ce projet.

ÉNERGIES
RENOUVELABLES
Rencontre
internationale les 13
et 14 mai à Nâama

Les énergies renouvelables, les systèmes énergétiques et leurs applications seront au centre des travaux d'un Colloque scientifique international, qui sera organisé les 13 et 14 mai en cours au centre universitaire « Salhi Ahmed » de Nâama, ont indiqué ce mardi les organisateurs.

La rencontre, organisée à l'initiative de l'Institut des sciences et de la technologie du Centre universitaire de Nâama, en coordination avec le Commissariat des Energies renouvelables et de l'Efficacité Énergétique (Alger), se veut un cadre d'échange de connaissances et d'expériences entre les participants sur les nouvelles réalisations en matière des technologies de production d'énergie renouvelable et propre et les solutions durables qu'elles apportent dans les domaines économique et environnemental, a expliqué le président du Comité scientifique du Colloque, Della Karachi Mohamed.

Le programme de cette manifestation scientifique, qui verra la participation d'experts et de chercheurs en provenance des universités de l'intérieur et de l'extérieur du pays, en présentiel et en visioconférence, prévoit la présentation d'exposés sur « les systèmes énergétiques et l'intelligence artificielle », « l'énergie photovoltaïque, l'hydrogène et systèmes de carburant », « la stratégie de gestion des énergies renouvelables et des réseaux intelligents », « les systèmes de stockage d'énergie et d'énergie éolienne », selon la même source.

TRANSPORT FERROVIAIRE
L'achat électronique
de billets sera
bientôt mis en place

La Société nationale des transports ferroviaires (SNTF) adoptera bientôt le paiement et l'achat électroniques des billets, selon Mezeghiche Mahmoud, directeur des systèmes d'information automatisés à la SNTF. « Le projet de paiement électronique pour l'achat des billets est en phase finale », a déclaré, ce mardi, M. Mezeghiche lors de son passage à l'émission « Mostakbal Tech » sur la radio chaîne de la Radio Algérienne, expliquant que « toutes les procédures juridiques et administratives ont été accomplies avec les banques ».

« La plateforme numérique est prête à l'emploi et sera lancée peu après la fin de la phase de test technique », a-t-il ajouté. L'application sera bientôt disponible sur le site web, et les citoyens pourront y accéder directement pour acheter des billets sans se rendre à la gare.

Dernière composition de DZAIRINDEX

Valeur	Ouv	Clôture	Var %	Cap.flottante
ALLIANCE ASSURANCES	430,00	430,00	0,00	1 241 503 310
BIOPHARM	2300,00	2305,00	0,22	11 766 806 025
EGH EL AURASSI	450,00	450,00	0,00	540 000 000,00
SAIDAL	499,00	499,00	0,00	998 000 000

START-UP

Sid Ali Zerrouki, nouveau président du Conseil exécutif de la AFBAN

Le Directeur général de l'Accélérateur public de Start-up "Algeria Venture", Sid Ali Zerrouki, a été élu, lundi, président du Conseil exécutif de la Fédération africaine des anges d'affaires (African Business Angels Network) "AFBAN", a indiqué mardi un communiqué du ministère de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises.

L'installation du Conseil exécutif qui a tenu sa première session à Alger entre le 4 et le

6 mai, intervient dans le cadre de la concrétisation des conclusions de la 2e édition de la Conférence africaine des start-up tenue en décembre 2023, sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, précise le communiqué.

A l'issue du vote, M. Zerrouki avait affirmé que "la Fédération africaine des anges d'affaires s'engagera à approvisionner les entrepreneurs africains en ressources essentielles pour transformer les

idées innovantes en des sociétés prospères", selon le communiqué.

L'AFBAN se veut une organisation regroupant l'ensemble des acteurs continentaux du financement des Start-up, et tend à développer les réseaux des propriétaires d'entreprises pour fournir l'appui vital et les ressources financières aux Start-up partout en Afrique, outre, le renforcement de la culture de l'investissement.

Elle vise également à rendre l'accès au financement équita-

ble, à travers le renforcement et la culturalisation des réseaux des propriétaires des nouvelles entreprises, ce qui a même de consolider la société des entrepreneurs, pour pouvoir plaider en faveur de réformes politiques et avoir une influence sur l'environnement des affaires dans le continent.

A noter que les anges d'affaires (Business Angels) sont des investisseurs qui fournissent des capitaux au profit des Start-up moyennant une part dans la société.

INCENDIE DE FORÊT À BOUHMAMA (KHENCHELA)

5 personnes placées sous mandat de dépôt

Cinq (5) personnes accusées d'avoir provoqué un incendie de forêt à Bouhmama (Khenchela) ont été mises sous mandat de dépôt, tandis que deux autres ont été placées sous contrôle judiciaire, indique un communiqué publié mardi par le parquet du tribunal de Bouhmama.

Le document précise que « conformément aux dispositions de l'article 11 du Code de procédure pénale, le procureur de la République près le tribunal de Bouhmama

informe l'opinion publique qu'à la suite de l'incendie qui s'était déclaré le 30 mars 2024 dans la forêt de Bouilfan, dans la commune de Bouhmama, causant la destruction de 56 hectares d'arbres forestiers, la brigade de recherche de la Gendarmerie nationale de Khenchela a été chargée d'ouvrir une enquête préliminaire ».

L'enquête a conclu, selon le même communiqué, qu'un groupe de personnes « n'avait pas pris de précautions, ni de mesures

de sécurité nécessaires, en brûlant des déchets forestiers ». Il a ajouté qu'aujourd'hui (mardi 7 mai), « sept (7) suspects ont été déférés devant la justice dans le cadre de la procédure de comparution immédiate, et présentés devant le tribunal de Bouhmama pour le délit d'incendie involontaire et par imprudence, conformément aux dispositions de la loi n 23-21 du 23 décembre 2023 relative aux forêts et aux richesses forestières.

GESTION DES MÉDICAMENTS PÉRIMÉS

Nécessité de «renforcer» la réglementation

Les participants à une Journée d'information et de sensibilisation sur la gestion des produits pharmaceutiques périmés, organisée ce mardi au pôle universitaire de Médéa, ont souligné la nécessité de «renforcer» le cadre réglementaire régissant ce volet afin de « mieux protéger » la santé du citoyen et « préserver durablement l'environnement ».

«Une avancée notable a été enregistrée durant les dernières années en matière de traitement et d'élimination des produits pharmaceutiques périmés grâce aux dispositions prises par les ministères de l'Environnement et de la Santé qui ont permis de mieux organiser cette activité, mais des efforts supplémentaires doivent être fournis pour optimiser la gestion de ces produits», a indiqué le président du syndicat national des pharmaciens d'officine (Snapo), Karim Merghemi.

Il a précisé que «le traitement des médicaments périmés se fait de manière régulière et organisée «à la faveur de l'avènement d'entreprises spécialisées dans leur collecte et élimination», ajoutant que «ces mesures ont incité les pharmaciens d'officine à adhérer pleinement à la démarche adoptée par l'Etat dans le domaine de la gestion des déchets pharmaceutiques et hospitaliers». Le Président du Snapo a

mis l'accent, lors de cette journée, sur la nécessité de mettre en place un cadre réglementaire pour la gestion et l'élimination de produits pharmaceutiques périmés spécifiques, en particulier les médicaments réservés au traitement des maladies neurologiques et les problèmes psychiatriques, classés comme «psychotropes», de sorte qu'ils ne puissent être

détournés à d'autres fins», a-t-il affirmé.

M. Merghemi estime qu'un «renforcement du contrôle», depuis l'étape de la collecte jusqu'à l'incinération de ces psychotropes, «peut réduire le risque de détournement de ces produits et protéger, aussi bien le pharmacien que les éventuels consommateurs de ces médicaments».

Mercuriale

وزارة التجارة وترقية الصادرات
MINISTRE DU COMMERCE
ET DE LA PROMOTION DES EXPORTATIONS

وزارة الفلاحة والتنمية الريفية
MINISTRE DE L'AGRICULTURE
ET DU DEVELOPEMENT RURAL

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 07 ماي 2024
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 07 mai 2024

Prix du détail ¹		أسعار التجزئة			المنتجات
DA / Kg		متوسط	أعلى	أدنى	
Produits		Moyenne	Maximum	Minimum	
Légumes frais	Pomme de terre	83	95	71	البطاطا
	Tomate	73	83	63	الطماطم
	Oignon sec	106	115	96	البصل الجاف
	Ail sec	437	512	362	الثوم الجاف
	Carotte	72	81	64	الجزر
	Navet	94	102	85	لفت
	Petit pois	235	255	214	الجلبانية
	Fève verte	95	107	84	الفلول الأخضر
	Courgette	103	114	92	الكوسة
	Haricot vert	325	351	299	الفاصولياء الخضراء
	Laitue	100	113	88	الخس
Fruits frais	Pomme locale	450	562	339	التفاح المحلي
	Datte	544	669	420	التمر
	Orange	174	219	129	البرتقال
	Citron	156	175	136	الليمون
	Banane	389	402	376	الموز
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	1698	1818	1578	لحم البقر المحلي
	Poulet de chair	411	423	398	الدجاج
	Œufs (Unité)	16	17	15	البيض (وحدة)
	Lait de vache (Litre)	96	102	90	حليب البقر (لتر)

SALON INTERNATIONAL BATIMATEC 2024

Des solutions innovantes dans la construction présentées

Plusieurs startups algériennes ont manifesté, hier à Alger, leur disponibilité et leur haute qualification dans le domaine de l'habitat et de la construction afin d'accompagner le développement du secteur à travers l'innovation.

Par S R

Des startups activant dans le contrôle, le monitoring et la gestion de données ont présenté, lors d'une conférence sur les solutions innovantes dans la construction organisée dans le cadre du Salon international Batimatec 2024, leurs projets et leurs expériences réussies, notamment lors de collaborations avec des institutions publiques. Ainsi, le directeur technique de la startup "Digiteria" spécialisée dans le monitoring digital dans le secteur du génie civil, Bachir Dali, a présenté le partenariat entre son entreprise et l'Organisme public de contrôle technique des constructions (CTC). M. Dali a ainsi évoqué les solutions de monitoring mises à disposition du CTC à travers des capteurs de contrôle des ouvrages de hauteur et de grande hauteur. Cette solution, a-t-il dit, a été notamment mise en œuvre au niveau du minaret de Djamaâ El-Djazair et du Mémorial du martyr de la capitale. «Pour le minaret de Djamaâ El-Djazair, les capteurs permettent une vérification du comportement de la bâtisse et le suivi en temps réel des données pour garantir la pérennité de l'ou-

vrage et intervenir rapidement en cas d'anomalie», a-t-il expliqué. De son côté, la fondatrice de la startup «HR Technology» spécialisée en développement de systèmes d'information géographique, Hajer Boumechad, a fait savoir que son entreprise gère notamment le projet d'une plateforme au profit du CTC, destinée à gérer, analyser et diffuser différentes informations avec les différents acteurs du secteur. De plus, cette startup travaille sur un projet visant à consolider un entrepôt de données géo-spatiales basé sur les données du CTC. «Il s'agit d'une plateforme qui stocke et gère des données géo-spatiales liées aux projets de construction, qui doit inclure des informations de topographie, des plans architecturaux et des informations sur l'utilisation des terres», a-t-elle souligné. Pour sa part, le directeur général adjoint du CTC, Ali Brahimi, a estimé que l'innovation dans le secteur répond à un besoin exprimé et «non un effet de mode». S'agissant de Djamaâ El-Djazair, M. Brahimi a indiqué que les innovations présentées permettent d'assurer une surveillance en temps réel, un entretien efficace et l'intervention en cas de pathologies ou de

séismes. Selon lui, le CTC œuvre à intégrer les systèmes innovants à ses activités de contrôle technique depuis plus de cinq ans «pour permettre à l'ingénieur d'évaluer une construction objectivement et avec une plus grande précision». Le même responsable a également rappelé la création, il y a trois ans, d'un comité technique et scientifique ayant permis de créer une plateforme pouvant assister l'ingénieur en cas de survenue de catastrophes. La directrice du partenariat au sein de l'Agence nationale de promotion et de développement des parcs technologiques (ANPT), Wassila Knatef, a souligné, quant à elle, l'importance des solutions présentées par les startups «développées dans des délais courts avec de la qualité, grâce à des ingénieurs et des techniciens de haut niveau». Elle a également expliqué le rôle de l'ANPT dans la facilitation de la mise en relation entre les opérateurs et les startups, tout en accompagnant ces jeunes pousses dans leurs démarches administratives. Il s'agit aussi, a-t-elle dit, d'accompagner les opérateurs dans la sélection des startups selon les besoins exprimés.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

La première table de dissection virtuelle made in Algeria présentée

La première table de dissection virtuelle made in Algeria pour l'enseignement de l'anatomie a été présentée, mercredi à Alger, au siège du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique. La cérémonie de présentation du projet a été présidée par le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique M. Kamel Baddari, en présence du ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, M. Yacine El-Mahdi Oualid, ainsi que des représentants des établissements universitaires et des chercheurs.

Cette table innovante a été conçue et fabriquée dans le cadre d'un partenariat entre le groupe Condor, l'université "Dr. Moulay Tahar" de Saïda et deux startups "Digiroots XR" et "Anatomis", en collaboration avec un chercheur algérien établi à l'étranger. Première du genre en Algérie, cette table de dissection virtuelle, qui a été conçue à travers le développement des techniques numériques immersives et la simulation en 3D, servira d'outil pédagogique dans les facultés de médecine au niveau national. Dans une allocution prononcée à cette occasion, M. Baddari a précisé

que ce projet était "le fruit d'une coopération positive" entre son secteur et les start-up, ajoutant que ce produit "confirme la capacité des chercheurs algériens à concrétiser les projets innovants en produits commercialisables, contribuant ainsi au développement du secteur économique". Ce projet, poursuit le ministre de l'Enseignement supérieur, s'inscrit dans le cadre de "la numérisation de la pédagogie et des informations de valeur", annonçant "l'entrée en service de cette table innovante septembre prochain à l'université de Saïda".

Intervenant à cette occasion, M. Yacine El-Mahdi Oualid a mis en avant "le nombre accru des innovations issues des recherches scientifiques" au niveau des différentes universités algériennes, se félicitant du "changement positif que connaît la recherche scientifique" dans notre pays. Il a en outre réaffirmé le soutien de l'Etat "aux innovations à travers de nombreux avantages", soulignant que les jeunes algériens sont capables de "relever le défi de concrétiser des projets ambitieux à dimension internationale".

R E.

ORAN

Engouement pour le Salon du e-commerce et de l'économie numérique

La première édition du Salon du e-commerce et de l'économie numérique clôturée, mercredi au Centre des conventions "Mohamed Benahmed" à Oran, a attiré des milliers de visiteurs, selon les organisateurs. Durant trois jours, cette manifestation a enregistré une affluence des jeunes de diverses wilayas de l'Ouest du pays, intéressés à entrer dans le monde du commerce électronique et de l'économie numérique et à créer des startups dans ce domaine, a déclaré Asma Medjabar, responsable de l'information de l'entreprise Global Exhibition Company, initiatrice de l'événement Les visiteurs du salon, orga-

nisé sous le patronage du ministre de l'Economie de la connaissance, des Startups et des Micro-entreprises, se sont imprégnés des services fournis par les 54 exposants participant à cette manifestation et des solutions techniques proposées à ceux qui souhaitent s'engager dans le commerce électronique et se sont enquis des expériences des entreprises qui les ont précédés dans ce domaine. Chamsedine Habboub, responsable de la société organisatrice, a souligné le développement en cours dans le domaine du commerce électronique en Algérie, grâce à la modernisation de l'infrastructure de base technologique et à la moder-

nisation de l'arsenal juridique, à travers de nouveaux textes, dont la loi liée à l'auto-entrepreneur. La manifestation a été caractérisée par un riche programme d'animation et de formation, visant à offrir le plus grand nombre possible d'opportunités aux participants souhaitant bénéficier des compétences des conférenciers et échanger des expériences avec les visiteurs dans divers domaines numériques et entrepreneuriaux, tels que le e-commerce, le marketing numérique, la numérisation des systèmes et autres.

TÉLÉPHONIE MOBILE

Djezzy investit 8,3 milliards DA au premier trimestre 2024

L'opérateur public de téléphonie mobile Djezzy a investi 8,3 milliards de dinars durant le premier trimestre 2024, pour renforcer ses infrastructures technologiques. Il a indiqué que ces investissements ont renforcé les infrastructures technologiques de Djezzy en permettant d'augmenter la couverture 4G à 91,5% de la population, soit une amélioration de 11 points par rapport à la même période en 2023. Ces investissements ont permis aussi d'offrir une «connectivité de qualité aux clients», a précisé l'entreprise dans un communiqué portant sur les résultats financiers. Au cours du premier trimestre, l'opérateur a «enrichi son portefeuille d'offres en lançant sa nouvelle proposition de valeurs, la gamme Djezzy Legend», est-il mentionné dans le communiqué en assurant que «des offres ont été conçues pour satisfaire les besoins croissants des clients particuliers et entreprises, notamment en termes d'utilisation de l'internet mobile où la consommation moyenne par client a connu une hausse de 22% par rapport à la même période en 2023».

Dans son bilan, Djezzy a fait savoir également que la base d'abonnés a dépassé la barre des 16 millions de clients, enregistrant une hausse annuelle de 5,5% soit plus de 800.000 abonnés. S'agissant du chiffre d'affaires, il a atteint 26,5 milliards de dinars au premier trimestre 2024, en hausse de 11% comparé à la même période de l'année précédente, selon le communiqué qui a assuré que «cette croissance à deux chiffres, réalisée pour le quatrième trimestre consécutif, témoigne de la solide position de l'entreprise sur le marché et du renforcement de la confiance de ses clients dans ses services». L'opérateur de téléphonie mobile a précisé que «l'EBITDA (bénéfice avant intérêts, impôts, dépréciation et amortissement ndlr) a connu une augmentation de 13,4% pour atteindre 12,1 milliards de dinars au premier trimestre 2024, illustrant, selon lui, du "maintien d'une rentabilité robuste».

«Avec une marge EBITDA de 45,9%, l'entreprise continue d'améliorer l'efficacité de son modèle opérationnel», a-t-il aussi mentionné dans le communiqué. Par ailleurs, Djezzy affirme continuer à «contribuer à travers ses employés et ses partenaires, le Croissant rouge algérien (CRA) et les Scouts musulmans algériens (SMA), à l'élan de solidarité nationale».

S T.

NAAMA

La culture de la "Sesbania" a donné des résultats "satisfaisants"

À la faveur d'une expérience pilote, au niveau des zones steppiques de la wilaya de Nâama, a-t-on appris, des organisateurs d'une rencontre de sensibilisation sur le développement de la culture de cette plante fourragère.

Les essais de culture de la " Sesbania " ont été effectuées dans la station expérimentale de l'Institut technique des cultures sahariennes dans la zone de "Oulkak", relevant de la commune de Sfisifa, où ils ont donné des résultats "très satisfaisants ", durant la dernière période de récolte d'automne, a indiqué un cadre technique du Haut commissariat pour le développement de la steppe, antenne de Nâama, Abdelaziz Bouguern.

Une équipe de chercheurs du laboratoire "Développement durable des ressources naturelles dans les zones arides et semi arides " du département des sciences naturelles et de la vie du centre universitaire de Nâama a mis en œuvre un programme de développent de la culture de la "Sesbania" à grande échelle dans les fermes de la région, suite aux résultats encourageants réalisés à la faveur des essais (expériences pilotes), selon le responsable de l'équipe de recherche du laboratoire, Pr Ghrib Mohamed.

Les investisseurs et les éleveurs de la wilaya ont obtenu des explications, durant cette journée de sensibilisation, organisée par l'antenne du Haut commissariat du développent de la steppe de la wilaya, en collaboration avec le centre universitaire de Nâama, sur les avantages de cette plante fourragère, pour l'élevage et l'écologie.

Les agriculteurs ont accueilli favorablement ces nouvelles cultures, qui ont une valeur dans l'alimentation de bétail , et qui se distinguent par leur capacités de résilience à un environnement climatique difficile, à savoir les vents violents, la sécheresse et le verglas.

A l'occasion, le wali de Nâama, Lounes Bouzazga, a insisté sur la nécessité d'insérer la plante " Sesbania " au niveau des vastes étendues de la wilaya, notamment en assurant l'approvisionnement en graminées par l'Institut technique de développement de l'agriculture saharienne à Biskra, car il s'agit d'une plante fourragère qui répond aux besoins des éleveurs pour nourrir leur cheptel .

La direction des services agricoles, en collaboration avec le Haut commissariat pour le développement de la steppe, a programmé l'organisation de sorties de sensibilisation au profit des agriculteurs, dans le but de les inciter à se tourner vers cette activité agricole, d'autant plus que la culture de la Sesbania est peu coûteuse et à cycle agricole court, a-t-on expliqué, lors de cette rencontre.

TISSEMSILT

Des terres agricoles inexploitées seront octroyées à des jeunes diplômés de l'université

| Des terres agricoles inexploitées, relevant du domaine de l'Etat, et récupérées seront octroyées, dans la wilaya de Tissemsilt, aux jeunes diplômés en sciences agronomiques, a souligné, le wali Fethi Bouzaid.

Dans une déclaration à la presse, le wali a souligné, à l'issue de sa supervision de l'ouverture des travaux de deux journées d'étude intitulées " défis de développement local, stratégies et mécanismes de relance du secteur agricole ", organisées à l'université de Tissemsilt, que des mesures seront, ultérieurement, prises pour permettre aux universitaires spécialisés dans ce domaine d'avoir l'opportunité d'investir dans l'agriculture dans les terres récupérées, qui n'ont pas été exploitées par certains agriculteurs relevant de l'Office national des terres agricoles de la wilaya. Le même responsable a ajouté que ces jeunes bénéficieront d'un soutien et d'un accompagnement, à travers les différents programmes disponibles pour l'investissement dans l'agriculture, dont l'accompagnement bancaire, et cela se reflétera, à l'avenir, dans le secteur par la relance de

l'agriculture moderne, à travers des méthodes scientifiques. A noter que la première journée de cette rencontre a été marquée par une présentation globale de la réalité du secteur agricole de la wilaya par la direction des Services agricoles (DSA), appuyée par des chiffres, notamment la superficie des terres agricoles de la wilaya, qui est estimée à 189.749 hectares, ce qui équivaut à 61 pour cent de la superficie totale de la wilaya, lui conférant un caractère agricole par excellence. Le wali a insisté, à l'occasion, sur l'importance de l'adhésion des agriculteurs à l'opération de recensement général de l'agriculture, et ce de par l'importance d'actualiser les statistiques du secteur et sa numérisation. Pour sa part, le Conservateur des Forêts a présenté un aperçu de l'activité de son secteur, tandis que le Directeur de l'Office des

terres agricoles de la wilaya a évoqué la situation des biens appartenant au domaine privé de l'Etat et les procédures et avantages liés au contrat de concession. Il a également souligné que la plupart des terres agricoles de la wilaya sont réparties entre trois communes : Tissemsilt, Ammari et Khemisti, dont 95 pour cent sont utilisées pour produire différentes céréales. La rencontre, organisée par la direction des Services agricoles, présente différents acteurs du secteur, parmi lesquels des agriculteurs, des investisseurs, la chambre agricole, des banques, des artisans, des éleveurs, des professeurs et des chercheurs dans le domaine de l'agriculture, et vise à faire la lumière sur la réalité du secteur dans la wilaya de Tissemsilt, d'identifier les lacunes et débattre des moyens de le faire progresser, selon les organisateurs.

MILA

La wilaya dispose de potentialités qui en font un pôle touristique prometteur

Le chef de la mission d'information provisoire de la commission de la culture, de l'information, de la jeunesse et du tourisme du Conseil de la nation, Mahfoud Bousbaâ, a affirmé lundi à Oued Seggan (Mila) que cette wilaya dispose de potentialités touristiques qui en "font un pôle touristique prometteur". Dans une déclaration à la presse au siège de la Zaouïa Hamlaouïa à Oued Seggan, M. Bousbaâ a indiqué que les membres de la mission

ont inspecté pendant deux jours plusieurs structures de jeunes et de sport ainsi que des monuments culturels et touristiques de la wilaya de Mila, assurant que les potentialités constatées à l'instar des complexes de thermalisme des communes de Teleghema et d'Oued Athmania laissent augurer d'un "avenir prometteur pour le secteur touristique". Il a également souligné que les monuments religieux et patrimoniaux continuent à ce jour d'accomplir leur mission d'enseignement du

Saint Coran et de diffusion des préceptes religieux de l'islam du juste milieu à l'instar de la Zaouïa El Hamlaouïa. De son côté, Mihoub Degha, membre du Conseil de la nation, a relevé que la wilaya de Mila recèle des monuments religieux dont des mosquées et Zaouïas ayant une longue histoire de réformisme et de rayonnement culturel qui "soutiendra davantage les possibilités de relance du secteur touristique". La mission d'information provisoire

du Conseil de la nation a visité aujourd'hui plusieurs communes dont Teleghema et sa localité "Esse-mara" renfermant plusieurs thermes traditionnels objet d'efforts visant à la classer "zone d'expansion touristique". La visite a concerné également la source thermale "Sidi Kacem" dans la commune d'Oued Athmania que les services de la direction locale du tourisme œuvrent en faveur de sa réhabilitation et transformation en destination touristique.

TIMIMOUN

L'importance de la rationalisation de l'utilisation de l'eau dans l'agriculture soulignée

L'exploitation optimale des ressources hydriques dans le développement agricole a été au centre des travaux d'une journée d'étude tenue, lundi à Timimoun, à l'initiative de l'Agence nationale intégrée des ressources en eau (Agire), représentée en Agence du bassin hydrographique pour le Sahara (ABHS), dont le siège est à Ouargla. Dans son intervention, le directeur de l'ABHS, Mohamed Belghout, a souligné que la stratégie de l'Etat tendant à réaliser le développement durable requiert l'adhésion de l'Agire dans cette démarche par la concertation et la coordination avec les différents acteurs et partenaires, avant de relever que "cette rencontre constitue une opportunité pour avancer des visions et suggestions allant dans le sens de l'utilisation optimale des ressources en eau dans le développement de l'agronomie saharienne". M. Belghout a, à ce titre, mis en avant l'importance d'exploiter les systèmes informatiques dans le perfectionnement de la gestion durable des ressources en eau, car, a-t-il expliqué, offrent des capacités analytiques avancées et modernes permettant de concevoir les caractéristiques

géographiques, climatiques et hydrologiques, et déterminer les meilleures stratégies et mesures susceptibles de préserver les ressources en eau et assurer leur partage d'une manière équitable et durable. "Le ministère de tutelle a mis au point une base de données numérique riche en informations inhérentes aux installations hydrauliques, dont les taux de remplissage des barrages, les quantités d'eau potable et celles traitées au niveau des stations d'épuration", a fait savoir le même responsable. Le président de l'Assemblée populaire de la wilaya (APW) de Timimoun, Salem Yedda, a, pour sa part, signalé l'impact négatif des réalisations des forages profonds dans la région sur les débits des foggaras (puits traditionnels) influant négativement sur le développement des cultures agricoles oasiennes. De son coté, la représentante de l'Institut technique pour le développement de l'Agronomie saharienne (ITDAS), Halima Khaled, a mis en relief l'importance de recourir à d'autres ressources d'eau modernes pour l'irrigation des surfaces agricoles à l'ère des défis auxquels fait face l'Algérie à l'instar d'autres pays et liés aux changements clima-

tiques, pénuries des eaux pour le développement agricole, la surexploitation des ressources traditionnelles et le manque de l'eau renouvelée. La même responsable a estimé, par ailleurs, que l'exploitation des eaux traitées en régions agricoles, appuyée par la mise en œuvre des techniques agricoles appropriées avec des cultures adéquates ont contribué largement à l'extension des surfaces agricoles, avant d'ajouter que l'exploitation des eaux épurées est en tête des suggestions avancées en Algérie qui recense plus de 250 stations d'épuration. Abondant dans le même sens, Sofiane Seggai, de l'école supérieure de l'agriculture saharienne à El Oued, a présenté quelques suggestions visant à augmenter les réserves hydriques par l'utilisation des systèmes d'irrigation plus performants. Initiée avec le concours des directions des ressources en eau et d'agriculture, cette rencontre s'assigne comme objectifs, a indiqué le chargé de la communication à l'ABHS, Fares Charafeddine, à sensibiliser les responsables d'agriculture à œuvrer à préserver les ressources hydriques, notamment en milieu saharien.

DESTRUCTION DU CLIMAT

Comment les grandes banques le financent et en tirent profit

Dans le cadre des efforts déployés par le mouvement climatique pour mettre un terme au financement de l'industrie des combustibles fossiles, aucun acteur n'est apparu aussi coupable que les grandes banques. Depuis près de dix ans, les organisations stigmatisent les banques qui soutiennent les industries du pétrole, du gaz et du charbon et les considèrent comme les principaux moteurs du chaos climatique.

2^e partie

Par DEREK SEIDMAN (*)

Wells Fargo a été le principal financier de la fracturation hydraulique de 2016 à 2022, suivi par JPMorgan, Citi et Bank of America. Il convient également de noter que les banques elles-mêmes, par l'intermédiaire de leurs services de gestion d'actifs, sont des actionnaires majeurs des entreprises du secteur fossile. Par exemple, JPMorgan Chase détient environ 4,9 % de ConocoPhillips et 1,3 % d'ExxonMobil ; Bank of America détient environ 1,6 % de Chevron et 1,32 % d'ExxonMobil ; Citi détient 2,27 % de DCP Midstream et un peu moins d'un pour cent d'ExxonMobil ; Wells Fargo détient 3,66 % de Phillips 66 et 0,79 % d'EOG Resources.

Bien que les grandes banques qui financent le secteur fossile fassent toute une série de gestes en faveur du climat, qu'il s'agisse de déclarations net-zéro qui ne seront pas adoptées avant des décennies ou de sponsoring de sommets sur le climat, il s'agit en fin de compte de greenwashing au regard de leur engagement persistant dans le financement des combustibles fossiles – par exemple, en rejetant obstinément les propositions d'actionnaires favorables au climat ce qui leur permet de continuer à financer le chaos climatique. Les principaux actionnaires des entreprises du secteur fossile sont aussi ceux des banques qui financent les énergies fossiles.

De plus, les plus grands gestionnaires d'actifs propriétaires de ressources fossiles – BlackRock, Vanguard, State Street – sont également les principaux actionnaires des grandes banques de financement de ces énergies. Par exemple, parmi les principaux bénéficiaires réels (avec une participation de plus de 5 %) de chacune des quatre grandes banques de financement des énergies fossiles, tels qu'ils figurent dans les dernières procurations des banques, on trouve les géants de la gestion d'actifs BlackRock et Vanguard qui, comme nous l'avons montré, sont également les principaux actionnaires des sociétés du secteur fossile cotées en bourse, tandis que Berkshire Hathaway qui appartient à Warren Buffett est le principal actionnaire de Bank of America.

Cela signifie qu'à elles seules, deux sociétés de gestion d'actifs (Vanguard et BlackRock) détiennent une participation de 15,96 % chez JPMorgan, de 15,88 % chez Wells Fargo et de 17,06 % chez Citi, tandis que ces deux sociétés auxquelles on ajoute la société Berkshire Hathaway de Buffett détiennent

ensemble une participation de 26,4 % chez Bank of America. En substance, les principaux actionnaires de l'industrie des énergies fossiles – les grands gestionnaires d'actifs – sont également les principaux actionnaires des banques qui sont les principaux financeurs de cette même industrie. Tout ceci souligne à quel point il est important pour le mouvement climatique de se concentrer sur l'imbrication des acteurs financiers qui soutiennent l'industrie des combustibles fossiles et en tirent profit.

Les opérations de lobbying des grandes banques

Si les banques disposent à titre individuel d'importantes activités de lobbying – JPMorgan a dépensé à elle seule près de 4 millions de dollars en lobbying fédéral en 2022 – le secteur dans son ensemble s'appuie sur des groupes commerciaux pour faire valoir ses intérêts auprès des élus et des régulateurs. Au sein des principaux groupes de lobbying du secteur bancaire on trouve l'American Bankers Association, la Securities Industry and Financial Markets Association et le Bank Policy Institute, ce dernier étant dirigé par des PDG de grandes banques (Jamie Dimon de JPMorgan en est le président) et ayant dépensé 2,47 millions de dollars en lobbying fédéral en 2022.

Parmi les autres groupes de lobbying bancaire, citons l'Investment Company Institute – qui représente les grands gestionnaires d'actifs, mais aussi les banques ayant des départements de gestion d'actifs – et la Chambre de commerce des États-Unis, qui représente globalement les intérêts des entreprises américaines et dont le conseil d'administration compte plusieurs banques et groupes financiers. Bank of America, Barclays, BlackRock, Citigroup, Credit Suisse, JPMorgan, Morgan Stanley, TD Bank et Wells Fargo sont tous membres de la Chambre de commerce des États-Unis. Alors que pratiquement toutes les banques ont une page « développement durable » sur leur site web, les efforts de lobbying des banques et de leurs groupes industriels contribuent à soutenir l'industrie fossile et à maintenir le financement de la destruction du climat par l'industrie. Un rapport publié en 2022 par Influence Map a dévoilé les efforts de lobbying considérables déployés par le secteur bancaire pour s'opposer à une réglementation plus stricte en matière de climat.

Par exemple, il note qu'en 2021, des associations industrielles telles que l'American Bankers Association ont fait pression pour que soient supprimée toute «

référence explicite » aux « facteurs ESG (Environmental, Social, & Governance : Environnementaux, sociaux et de gouvernance) » lorsqu'elles ont été sollicitées par le ministère américain du travail dans le cadre de son rapport Faire preuve de prudence et de loyauté dans le choix des plans d'investissement et dans la défense des droits de l'actionnaire, qui définit des lignes directrices en matière d'obligations fiduciaires relatives aux comptes de retraite, y compris en ce qui concerne les questions climatiques et le risque climatique. Les groupes industriels se sont également « opposés à l'intégration obligatoire de considérations ESG dans le domaine des investissements ».

Le rapport souligne également que, par exemple, en 2021, le Bank Policy Institute a plaidé auprès de la SEC [La Securities and Exchange Commission, souvent abrégée en « la SEC », est l'organisme fédéral américain de réglementation et de contrôle des marchés financiers, NdT] « pour une approche progressive et modulable » de la communication sur le changement climatique et que la Chambre de commerce des États-Unis « s'est toujours opposée à une réglementation de la communication des entreprises sur leur impact climatique ».

Pouvoir des dirigeants et des conseils d'administration : le cas de JPMorgan Chase

Pour comprendre le pouvoir et l'influence du secteur bancaire, il est intéressant d'aller voir de plus près JPMorgan Chase, son représentant le plus puissant, qui est aussi le principal financer du secteur fossile dans le monde : JPMorgan est un mastodonte de la banque, avec 3 700 milliards de dollars d'actifs et un quart de million d'employés dans le monde. Sa taille et sa puissance sont le résultat de plus de deux siècles d'expansion, de fusions et de consolidations. La banque possède de nombreuses branches : banque commerciale, services financiers, gestion d'actifs, etc. En 2022, elle a engrangé 35,6 milliards de dollars de bénéfices. Au cours des dernières décennies, en tant qu'hégémon bancaire des États-Unis, JPMorgan s'est hissée au dessus même de ses homologues méga-banques. En 1991, sa part de marché était de 1,5 %, contre 14,4 % aujourd'hui, soit une multiplication par dix de sa domination sur le secteur bancaire. Ce que BlackRock est à la gestion d'actifs, en termes de centralité et de pouvoir au sein de ce secteur, JPMorgan l'est au secteur de la banque et des services financiers.

Cette importance majeure s'est récem-

ment manifestée, par exemple, par le rôle de premier plan joué par JPMorgan dans l'acquisition des grandes banques américaines en faillite SVB et First Republic. Le Financial Times rapporte que le PDG de JPMorgan, Jamie Dimon, a été le « premier interlocuteur » de la secrétaire au Trésor, Janet Yellen, lorsqu'elle a cherché à obtenir de l'aide pour celle-ci.

En d'autres termes, tout comme BlackRock, JPMorgan n'est pas seulement une banque – c'est une structure sur laquelle l'ensemble du système financier s'appuie et dont il dépend. Selon l'historien de l'économie Adam Tooze, le rôle de sauveur joué par JPMorgan lors des récentes faillites bancaires l'a fait passer « du statut de seulement une grande banque américaine parmi d'autres à celui de la Banque américaine. Elle est l'actrice centrale du système » et une « une actrice clé et universelle de la banque d'investissement, de la tenue de marché, de la gestion d'actifs ... ».

À la tête de ce goliath financier se trouve l'un des PDG les plus influents au monde : Jamie Dimon. Dimon, le dirigeant de la banque ayant le plus long mandat, est un milliardaire qui a gagné près de 100 millions de dollars en rémunération et en actions entre 2020 et 2022. Au 12 mai 2023, il possédait, directement et indirectement, 8 631 515 actions de JPMorgan, d'une valeur de plus de 1,1 milliard de dollars. Bien que Dimon ne soit pas Jeff Bezos, il affiche pourtant sa richesse et son statut, comme en témoignent les cartes de Noël familiales ostentatoires et de mauvais goût qu'il a envoyées en 2013. Dimon n'est pas non plus seulement un gros bonnet de la finance. À l'instar de Howard Schultz, chef de file des démolisseurs de syndicats, il se donne des allures de leader politique, et des rumeurs circulent depuis des années sur une éventuelle candidature de Dimon à l'élection présidentielle.

Au-delà du pouvoir qu'il exerce à la tête de la principale banque américaine, il dispose également d'un réseau de contacts extrêmement dense. Entre autres activités, Dimon est directeur de la Business Roundtable, président du Bank Policy Institute, membre du comité exécutif du Partnership for New York City, et, selon la biographie officielle présentée par son entreprise, membre du Council on Foreign Relations et membre du conseil d'administration de la Harvard Business School. Contrairement à ce qu'il prétend, Dimon est ouvertement favorable aux énergies fossiles.

Source : Truthout, Derek Seidman, Traduit par les lecteurs du site Les-Crises (A suivre)

AÏD AL ADHA EN TUNISIE

L'écho de l'inflation résonne

Comme chaque année, l'approche de l'Aïd Al Adha est nourrie par une vague de spéculations sur les prix des moutons. Encore, 2024 ne déroge pas au rituel. En effet, les prix des moutons pourraient connaître une hausse remarquable, de quoi susciter des craintes pour les ménages déjà fortement impactés par l'inflation (7,5%) qui, finalement, n'a épargné aucun secteur. Dans un contexte économique difficile, les prix des ovins connaissent une hausse significative. La situation éprouvante se profile tant pour les éleveurs que pour les consommateurs. Cette augmentation des prix est souvent imputée aux conséquences de plusieurs années de sécheresse consécutives. D'autres facteurs contribuent également à l'inflation. Ainsi, en raison des effets de la sécheresse sur l'agriculture et par conséquent sur le pastoralisme, le coût de l'alimentation pour le bétail a connu une hausse significative, ce qui aura inévitablement un impact sur le prix de vente des ovins. Pour ce qui est de la situation actuelle, il est essentiel de la contextualiser. Il convient d'abord de considérer la perturbation de la chaîne d'approvisionnement sur le marché mondial, qui remonte à la pandémie du Covid-19. La guerre en Ukraine, l'un de nos principaux fournisseurs de céréales et d'autres denrées alimentaires essentielles, n'a fait qu'aggraver la situation. Plus alarmant encore, le stress hydrique a réduit considérablement les ressources en eau et les disponibilités fourragères. Pour toutes ces raisons, l'élevage ne se pratique plus dans des conditions optimales, notamment en raison de l'augmentation des prix des aliments pour bétail. À l'échelle internationale, les éleveurs et agriculteurs sont souvent menacés aux risques des changements climatiques, notamment les sécheresses. À celles-ci s'ajoutent les conséquences de l'inflation mondiale qui a impacté l'élevage. Ce dernier étant dépendant des intrants dont l'augmentation entraîne inévitablement une hausse des prix du bétail. L'importation : une mesure conjoncturelle Le président de la Chambre des bouchers, Ahmed Laâmiri, a déclaré que près de 65 % des familles tunisiennes n'ont pas pu acheter de mouton l'année dernière, car les prix étant exorbitants. Laâmiri a confirmé dans une déclaration que les prix des moutons augmenteront cette année pour plusieurs raisons, notamment une importante pénurie de production, en plus du fait que le prix du kilogramme de viande vivante dépassera vingt dinars, alors qu'il était de dix-huit dinars l'année dernière.

DUBAI

Le tourisme devrait représenter 12 % du PIB des Émirats arabes unis en 2024

Le ministre de l'Économie, Abdullah bin Touq Al Marri, président du Conseil du tourisme des Émirats, a souligné que le secteur du tourisme a contribué à l'économie des Émirats arabes unis, enregistrant une augmentation de 11,7 % du PIB en 2023, équivalant à 220 milliards d'AED.

S'exprimant lors de la journée d'ouverture de l'Arabian Travel Market (ATM) 2024, Al Marri a déclaré que le secteur devrait contribuer à hauteur de 12 % au PIB des Émirats arabes unis, soit 236 milliards d'AED. La 31e édition de l'ATM, qui se tient au Dubai World Travel Centre (DWTC) jusqu'au 9 mai, a abordé la collaboration à l'échelle du Golfe, la facilité des voyages interrégionaux et le développement des infrastructures. Le discours d'Al Marri a été suivi d'une discussion entre Khalid Jasim Al Midfa, président de l'Autorité de développement du commerce et du tourisme de Charjah, Fahd Hamidaddin, PDG de l'Autorité saoudienne du tourisme, Azzan Al Busaidi, sous-secrétaire du tourisme au ministère du patrimoine et du tourisme d'Oman, et Sarah Buhijji, PDG de l'Autorité du tourisme et des expositions de Bahreïn. La session était animée par Richard Dean, présentateur de Dubai Eye. Au cours de la discussion approfondie, les ministres ont examiné l'importance des initiatives interrégionales pour élever l'industrie du tourisme

du CCG à un niveau supérieur, tout en trouvant le juste équilibre entre la collaboration et la concurrence entre les destinations et les nations. Le projet de visa touristique unifié du CCG a été cité comme un facilitateur clé pour la région, aux côtés de facteurs tels que la durabilité, l'infrastructure et la culture. Les panélistes ont déclaré que le projet de visa unifié permettrait aux nations membres de présenter le CCG comme une destination connectée, stimulant l'accessibilité et stimulant les indicateurs clés de performance (KPI) tels que la durée du séjour, les dépenses moyennes et l'emploi. Les intervenants ont indiqué qu'ils continueraient à veiller à ce que l'industrie du voyage ait un impact positif sur les entreprises, les communautés et les écosystèmes locaux, contribuant ainsi à la durabilité à long terme du tourisme dans l'ensemble de la région. Les participants ont également expliqué que les infrastructures actuelles et futures complèteront le visa touristique unifié du CCG

en améliorant l'accessibilité au sein des pays du Golfe et entre eux. Outre les investissements en cours dans les aéroports et les terminaux de croisière nouveaux et existants, les intervenants ministériels ont souligné le rôle central du prochain chemin de fer du CCG dans la facilitation et l'optimisation de l'accès à toute la région pour les visiteurs nationaux et internationaux. La directrice de l'exposition ME, Arabian Travel Market, Danielle Curtis, a déclaré : "S'il est évident qu'une concurrence saine continuera à jouer un rôle important dans le renforcement de l'offre touristique de classe mondiale du CCG, il est également encourageant d'entendre comment la collaboration permet à la région de devenir plus que la somme de ses parties en termes d'attraction des voyageurs internationaux. Nous sommes extrêmement reconnaissants aux participants à la conférence ministérielle de cette année, qui ont fourni un large éventail d'informations précieuses sur l'avenir unifié du tourisme dans la région.

MAURITANIE

Le ministre du Pétrole supervise l'inauguration d'une usine de poteaux en béton

Le ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie, porte-parole du gouvernement, M. Nani Ould Chrouga, accompagné du ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Artisanat et du Tourisme, M. Lemrabot Ould Bannahi, a inauguré, mardi à Nouakchott, une usine de poteaux en béton "Poteaux en béton du Sahel pour la promotion de l'industrie privée". L'usine dispose d'une capacité de production annuelle de 21.000 poteaux, d'un espace de stockage de plus de 5.000 poteaux, d'un laboratoire d'analyse et d'une

plate-forme d'essais mécaniques de qualification et de classification, dotée d'équipements de contrôle de qualité. Grâce à sa production quantitative et qualitative, l'usine pourra contribuer à la satisfaction des besoins locaux, réduire les coûts et raccourcir les délais de réalisation des projets électriques, a indiqué le directeur de l'usine, M. Khattar Ould Kar-ram, ajoutant qu'elle permettra, également, de créer plus de 200 emplois directs et indirects, de créer de nouvelles compétences dans le processus de fabri-

cation et d'équilibrer la balance commerciale du pays. Il a ajouté que la réalisation de l'usine dans les délais impartis est le fruit des efforts et du soutien de l'administration, précisant que ce soutien s'est concrétisé par la délivrance d'un certificat d'investissement le 5 septembre 2022, suite au décret n° 123/2022 du Premier ministre portant approbation de la convention d'établissement signée entre le gouvernement de la République islamique de Mauritanie et la société PBS.

IRAK

Les barrages se remplissent après des pluies abondantes

Les récentes pluies en Irak ont augmenté les réserves en eau des principaux barrages qui ont retrouvé un niveau inédit depuis 2019, ont indiqué des responsables dans le pays, frappé par quatre années de sécheresse consécutives. Au milieu d'un paysage vallonné de montagnes rocailleuses du nord-est de l'Irak, l'immense réservoir du barrage de Darbandikhan, construit sur le fleuve Sirwan, est quasi-plein: l'eau arrive à quelques mètres seulement en deçà de la route longeant le bassin. «La capacité de stockage du barrage est de trois milliards de mètres cubes. Aujourd'hui avec les réserves disponibles, il ne manque que 25 centimètres d'eau

pour pouvoir dire que le barrage est plein», confirme dimanche à l'AFP Saman Ismaïl, directeur du barrage dans le Kurdistan autonome, au sud de Souleimaniyeh. «Dans les prochains jours on pourra dire qu'il est rempli», pronostique-t-il rappelant que la dernière fois où Darbandikhan a été «totalement plein», c'était en 2019. «Après 2019, nous n'avons eu que des années de sécheresse et de pénuries», poursuit M. Ismaïl, citant «les changements climatiques dans la région, mais aussi la construction de barrages hors des frontières du Kurdistan». Outre des précipitations en recul et une hausse des températures, Bagdad

fustige la construction de barrages chez ses voisins en amont, en Iran et en Turquie, qui réduisent fortement le débit des fleuves arrivant en territoire irakien. Cet hiver, toutefois, les précipitations sont venues quelque peu soulager un Irak considéré comme un des cinq pays au monde les plus exposés à certaines répercussions du changement climatique. Dans un pays immensément riche en hydrocarbures mais aux infrastructures en déliquescence, les pluies torrentielles ont aussi provoqué des inondations dans les rues d'Erbil, capitale du Kurdistan, ainsi que dans la province agricole de Diyala (centre), où des habitations ont été détruites.

Quatre randonneurs ont également péri au Kurdistan.

«L'eau est une bénédiction»

Directeur de l'Autorité des barrages au ministère des Ressources hydriques, Ali Radi Thamer confirme que la plupart des six principaux barrages irakiens affichent des réserves d'eau en hausse. Au barrage de Mossoul, «le plus grand» avec une capacité d'environ onze milliards de mètres cubes, «le niveau de stockage est très bon, nous avons profité des pluies et des inondations», indique M. Thamer, rappelant que l'été dernier «les réserves d'eau» du pays «ont atteint un plus bas historique »

NIGERIA

Le gouvernement veut rétablir une taxe télécoms de 5 % suspendue en juillet 2023

En juillet 2023, le président Bola Tinubu a ordonné la suspension du droit d'accise de 5 % sur les services télécoms. Cette mesure prévue par son prédécesseur est censée rapporter 150 milliards de nairas (108,4 millions \$) à l'Etat nigérian.

Le gouvernement nigérian envisage de rétablir le droit d'accise de 5 % sur les services télécoms qu'il avait suspendu en juillet 2023, entre autres. La mesure est prévue par le plan d'engagement des parties prenantes pour le programme d'accélération des réformes en matière de mobilisation des ressources, en partenariat avec la Banque mondiale. Le document a été publié en mars 2024. Le droit d'accise de 5 % sur les services télécoms au Nigeria est prévu par la loi de finances 2020. La mesure a été dévoilée par le gouvernement de Muhammadu Buhari en 2022 dans le cadre de son désir d'augmenter ses revenus alors que les recettes issues du pétrole et du gaz sont en baisse. Sa mise en œuvre a été reportée à plusieurs reprises avant d'être suspendue par le président Bola Tinubu en juillet 2023. Le rétablissement du droit d'accise de 5 % sur les services télécoms et autres mesures prévues par le programme vise à renforcer la position financière du gouvernement nigérian en



améliorant sa capacité à gérer et à mobiliser efficacement les ressources nationales, ce qui inclut l'amélioration de la conformité fiscale et douanière et la protection des revenus pétroliers. L'exécutif négocie actuellement un prêt de 750 millions \$ avec la Banque mondiale. Si elle est effectivement mise en œuvre, ce droit d'accise viendra notamment s'ajouter à la

taxe sur la valeur ajoutée (TVA) de 7,5 %. Le secteur des télécommunications nigérian est soumis à une quarantaine de catégories d'impôts, de taxes et de redevances. La multiplicité des taxes est d'ailleurs l'une des principales raisons pour lesquelles les opérateurs télécoms nigériens cherchent à augmenter les tarifs de leurs services.

POUR STIMULER L'APPROVISIONNEMENT NATIONAL

Le Nigeria réduit ses ventes d'électricité à ses voisins

Dans un rapport publié au cours du dernier trimestre 2023, le régulateur nigérian d'électricité a déclaré que les clients internationaux doivent aux compagnies d'électricité du pays un total de 12,02 millions de dollars de dettes impayées pour des services rendus. Dans une directive publiée le vendredi 3 mai 2024, le régulateur nigérian de l'électricité a ordonné à l'opérateur du réseau de réduire l'approvisionnement des clients étrangers afin d'augmenter

l'offre nationale. La Nigerian Electricity Regulatory Commission (NERC) a déclaré que l'approche actuelle de l'opérateur du réseau en matière de gestion de l'approvisionnement a causé des difficultés considérables aux Nigériens, car l'approvisionnement dans le cadre de contrats bilatéraux, y compris l'exportation vers des clients internationaux, est priorisé par rapport à l'approvisionnement des clients nationaux. La NERC considère en effet

que les contrats internationaux et bilatéraux actuels étaient assortis de conditions peu rigoureuses et que les exploitants dépassaient souvent les niveaux contractuels pendant les périodes de pointe, au détriment des autres utilisateurs du réseau. Les sanctions pour violation des règles du réseau ne sont pas non plus appliquées, selon le régulateur. Il a ainsi indiqué qu'il plafonne à 6 % la production totale du réseau disponible pour les acheteurs interna-

tionaux, principalement le Bénin, le Togo et le Niger pour les six prochains mois, à compter du 1er mai. Ces nouvelles dispositions interviennent alors que le secteur électrique du Nigeria traverse des moments difficiles depuis le début de l'année. Mis avril, le réseau s'était effondré pour la cinquième fois en 2024 et depuis quelques semaines, la population a droit à moins de 4000 MW injectés au réseau, ce qui est loin de satisfaire la demande.

COTE D'IVOIRE

Les exportateurs ivoiriens de cacao à la recherche d'un appui financier du CCC

En Côte d'Ivoire, la petite traite a débuté en avril dernier et devrait courir jusqu'en septembre. S'il s'agit d'une nouvelle étape de la campagne cacaoyère 2023/2024, les défis restent nombreux pour l'appareil de commercialisation qui doit composer avec la baisse globale de la récolte. En Côte d'Ivoire, les exportateurs de cacao sollicitent une rencontre avec le Conseil du Café-Cacao afin de négocier un appui financier face aux perturbations de leurs opérations. C'est ce qu'indique une récente lettre du Groupement professionnel des exportateurs de café et cacao. Selon le document consulté par Reuters, les opérateurs doivent faire face à des difficultés d'approvisionnement liées au surcoût engendré par la hausse de 50% du prix du kg de fèves à 1 500 FCFA (2,4 \$) contre 1 000 FCFA (1,6 \$) précédemment. Alors que le CCC a déjà annoncé début avril reporter sur la petite traite certains contrats non remplis en raison de la pénurie de fèves, le GEPEX souligne que la demande liée au remboursement des exportateurs affectés par le report des contrats reste encore à être satisfaite. D'après le groupement qui fédère 16 exportateurs, le manque à gagner s'élèverait à 75 milliards FCFA (environ 123 millions \$) et le volume des contrats rééchelonnés se situerait à 150 000 tonnes. Alors que d'après des sources proches du CCC, les chiffres du régulateur diffèrent de ceux du GEPEX, les positions des 2 parties sont aussi également opposées sur la procédure de paiement. « Alors que la GEPEX demande également que des paiements systématiques soient effectués aux exportateurs touchés, le CCC prévoit d'effectuer des paiements au cas par cas afin d'éviter toute confusion ou fraude » rapporte Reuters. Pour rappel, au Ghana, le Cocobod est aussi aux prises avec des difficultés dans la commercialisation de la fève. Le régulateur de la filière serait en discussion pour reporter la livraison de 150 000 à 250 000 tonnes de fèves pour la campagne 2024/2025.

NAMIBIE

138,5 millions \$ de la Banque mondiale pour intégrer l'énergie renouvelable dans le réseau électrique

Malgré un énorme potentiel éolien et solaire, les énergies renouvelables ne représentent actuellement qu'environ 30% de la capacité électrique installée en Namibie. La Banque mondiale a annoncé, dans un communiqué publié le lundi 6 mai 2024, l'octroi d'un prêt de 138,5 millions de dollars à la Namibie pour aider ce pays d'Afrique australe à améliorer la fiabilité de son réseau élec-

trique en y intégrant des projets d'énergie renouvelable. Les fonds seront utilisés par la compagnie nationale d'électricité NamPower, qui cherche à réduire les importations d'électricité des pays voisins pour lancer des projets d'énergie renouvelable bancables, financer la réalisation de la ligne de transmission à haute tension Kokerboom – Auas et développer un système de stockage d'énergie par batteries, a-t-on précisé de même source.

« La Namibie occupe une position unique de leader régional dans la transition vers un avenir plus vert et plus durable grâce à son programme d'extension du réseau de transmission et de stockage de l'énergie. La Banque mondiale est ravie de soutenir son engagement à développer la production d'énergie domestique à l'aide de solutions renouvelables », a déclaré la directrice de la Banque mondiale pour la Namibie, Satu Kahkonen

La Namibie, un des pays les plus ensoleillés et les moins densément peuplés du monde, souhaite se positionner comme un pôle d'énergies renouvelables en Afrique, parallèlement au développement des importants gisements offshore de pétrole et de gaz découverts ces dernières années. Les énergies renouvelables ne représentent actuellement qu'environ 30% de la capacité électrique installée dans le pays.

PARIS

Confirme sa trajectoire haussière, proche des 8150pts

Après avoir signé une hausse de 1% hier, la bourse de Paris poursuit sur sa lancée ce matin et s'arroge près de 0,8%, autour des 8140 points, soutenue par Saint-Gobain (+2,3%), Legrand ou encore Safran (+2,1%).

L'indice vedette ne se situe désormais plus qu'à 1,6% de son plus haut historique de clôture atteint fin mars, au-delà des 8250 points, alors que les investisseurs semblent désormais se montrer plus positifs sur la situation économique du vieux continent. Ainsi, le gestionnaire d'actifs suisse Pictet AM a annoncé hier avoir relevé de 'neutre' à 'surpondérer' sa recommandation sur les actions européennes, qu'il juge de plus en plus attrayantes. De son point de vue, la ré-accélération de

l'activité devraient permettre aux entreprises de dépasser les prévisions de résultats établies par le consensus cette année. Les volumes devraient toutefois rester limités ce mercredi en raison de l'absence d'une partie des investisseurs français, la journée de la Fête de la Victoire de 1945 étant fériée dans l'Hexagone. Du côté des rares indicateurs à l'agenda, la production de l'industrie allemande a baissé de 0,4% en volume en mars par rapport au mois précédent, selon les données corrigées des variations saisonnières

et calendaires de Destatis. 'La nouvelle contraction en mars rappelle que l'économie allemande reste à la peine', juge le bureau londonien, pour qui 'la production industrielle augmentera encore un peu au cours de l'année, mais restera modérée par rapport aux normes passées'. Sur le compartiment obligataire, la détente des taux se poursuit aux Etats Unis comme en Europe, le rendement des Treasuries américains à dix ans revenant vers 4,46%, tandis que le Bund allemand se stabilise autour de 2,43%. Dans l'actualité des sociétés tricolores, Alstom a annoncé avoir enregistré un fort rebond au cours du second semestre, avec de solides prises de commandes, une forte croissance organique, une rentabilité

améliorée et une génération de cash-flow libre de 562 millions d'euros. La société biopharmaceutique Medincell a annoncé mercredi avoir demandé la suspension de la cotation de ses actions sur Euronext Paris dans l'attente de la publication d'un communiqué. Cette décision intervient alors que son cours de Bourse s'est envolé de plus de 106% depuis le début de l'année, une flambée due au succès rencontré par ses produits injectables à longue durée d'action. Michelin annonce avoir procédé à une émission obligataire libellée en euro pour un montant total d'un milliard d'euros en deux tranches de sept et 12 ans, à des coupons de respectivement 3,125% et 3,375%.

L'Europe débute optimiste, une séance attendue sans évènements

Les marchés européens progressent à l'ouverture d'une séance attendue sans évènements notables mercredi. À Paris, le CAC 40 avance de 0,56% à 8.120,71 points vers 07h15 GMT. À Francfort, le Dax prend 0,29%, contre 0,24% pour le FTSE, à Londres. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 se hisse de 0,24%, l'EuroStoxx 50 de 0,32% et le Stoxx 600 de 0,31%. Les futures sur indices new-yorkais suggèrent une ouverture de Wall Street hésitante, le Dow Jones, le Standard &

Poor's 500 et le Nasdaq ne montrant pas de direction marquée. Aucun indicateur de premier ordre n'est attendu mercredi, tandis que les volumes d'échanges devraient être limités alors que le 8 et 9 mai sont fériés dans plusieurs pays européens. L'indicateur de production industrielle allemand publié mercredi a baissé moins qu'attendu. "L'industrie allemande demeure loin d'un rebond durable", constatent cependant les stratégestes d'ING. La réunion de la

Banque d'Angleterre jeudi pourrait animer les échanges, alors que les observateurs s'attendent à ce que l'institution britannique maintienne ses taux mais commence à préparer une première baisse. Aux valeurs, Anheuser-Busch InBev a fait état mercredi d'une hausse de 2,6% de son chiffre d'affaires au premier trimestre, en ligne avec les prévisions, et gagne 4,35%. BMW a déclaré mercredi qu'il s'attendait à une légère baisse de son bénéfice avant impôts cette année et perd 3,21%.

La Bourse de Tokyo en baisse

La Bourse de Tokyo reprenait son souffle mercredi 8 mai après sa poussée de la veille et une séance sans éclat à Wall Street, tandis que les investisseurs se tournaient vers les résultats de grandes entreprises nippones attendus cette semaine. L'indice vedette Nikkei perdait 1,06% à 38.642,27 points vers 00h50 GMT et l'indice élargi Topix lâchait 0,18% à 2.733,52 points. «Le marché japonais devrait évoluer en baisse au démarrage, car il y a peu de facteurs susceptibles d'orienter le marché» après une séance calme la veille à New York, a commenté Toshiyuki Kayanama dans une note de Monex. «Les résultats de Toyota, qui doivent être publiés avant la clôture, devraient retenir l'attention des investisseurs», a-t-il ajouté. Nintendo laisse les investisseurs sur leur faim Le titre Nintendo chutait de 4,7% après l'annonce la veille par le géant nippon du jeu vidéo de prévisions particulièrement prudentes pour

l'exercice fiscal 2024/25 commencé début avril. Nintendo a promis mardi qu'il révélerait d'ici fin mars 2025 des informations sur la console qui succédera à sa vieillissante Switch, mais les analystes craignent que celle-ci ne sorte au mieux à la fin de l'exercice en cours, n'offrant qu'un soutien marginal aux résultats du groupe. Le pétrole en repli Le dollar poursuivait sa progression face au yen, à raison d'un dollar pour 154,83 yens vers 00h45 GMT contre 154,69 yens mardi à 21h00 GMT. La devise européenne montait à 165,44 yens contre 166,37 yens la veille, mais son cours par rapport au billet vert était quasi inchangé, à un euro pour 1,0750 dollar contre 1,0755 dollar mardi. Les prix du pétrole reculaient: vers 00h40 GMT le baril de WTI américain perdait 0,22% à 78,21 dollars et celui de Brent de la mer du Nord abandonnait 0,28% à 82,93 dollars.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 08 Mai 2024					
Valeur : 10 Mai 2024					
BASE	DEVISES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.5183	134.5333
1	EUR	EURO		144.4323	144.4619
1	GBP	POUND STERLING		167.7286	167.8100
100	JPY	JAPANESE YEN		86.5905	86.6057
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6159	18.6185
1	CHF	SWISS FRANC		147.9361	148.0177
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.7746	97.8211
1	DKK	DANISH KRONE		19.3641	19.3679
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.2865	12.2906
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.2777	12.2831
1	AED	UAE DIRHAM		36.6176	36.6316
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.8649	35.8736
1	KWD	KUWAITI DINAR		437.0315	437.6490
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.7619	43.1916
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.4050	13.4065
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4808	27.6215
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5418	3.5422
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.7591	177.7591

Wall Street finit en ordre dispersé, Disney a pesé

La Bourse de New York a fini en ordre dispersé mardi, le S&P-500 et le Dow Jones ayant de nouveau progressé sur fond d'espoirs accrus que la Réserve fédérale américaine (Fed) baissera les taux d'intérêt cette année, même si le repli de Disney à la suite de résultats trimestriels décevants a pesé. L'indice Dow Jones a gagné 0,08%, ou 31,99 points, à 38.884,26 points. Le S&P-500, plus large, a pris 6,96 points, soit 0,13%, à 5.187,70 points. Le Nasdaq Composite a reculé de son côté de 16,69 points (0,10%) à 16.332,56 points. Il s'agit d'une quatrième séance consécutive de hausse pour le S&P-500, tandis que le Dow Jones a fini dans le vert pour une cinquième séance d'affilée - sa plus longue série de gains depuis décembre dernier. Le Nasdaq a effacé ses gains dans l'après-midi et terminé en légère baisse.

S'il a publié un bénéfice trimestriel inattendu pour sa division "streaming", Walt Disney a enregistré sur la période janvier-mars un recul de ses activités télévisuelles et cinématographiques. Le titre du géant du divertissement a chuté de 9,5%, un pourcentage de déclin inédit depuis novembre 2022. En dépit du repli de Disney, le climat sur les marchés est resté globalement positif alors que des données plus faibles qu'attendu sur l'emploi, dans le rapport mensuel publié vendredi par le département américain du Travail, sont venues étayer le scénario d'une baisse des taux. Ces dernières semaines, les responsables de la Fed ont généralement répété le message que la banque centrale américaine allait réduire les taux, mais de manière prudente, comme l'ont redit lundi le président de la Fed de New York, John Williams, et son homologue

de Richmond, Thomas Barkin. Les acteurs du marché ont fait fi de commentaires du président de la Fed de Minneapolis, Neel Kashkari, selon lesquels l'institution pourrait devoir laisser les taux inchangés pendant toute l'année du fait de la persistance de l'inflation. En effet, le rapport sur l'emploi et la saison des résultats trimestriels meilleure qu'attendu ont rassuré les investisseurs, préoccupés par l'inflation et la résilience de l'économie ayant poussé la Fed à maintenir les taux élevés. "Nous bouclons une saison des résultats qui a amélioré la perception des perspectives (des entreprises). Nous sommes dans une période sans grands catalyseurs mais l'environnement favorable au risque que nous constatons depuis environ une semaine devrait se prolonger ce mois-ci", a commenté Greg Boutle, directeur de la stratégie actions américaines chez BNP Paribas.

Selon des données LSEG, les traders anticipent que la Fed baissera les taux de 46 points de base au total d'ici la fin de l'année, avec un virage monétaire attendu en septembre et une coupe supplémentaire en décembre. Une seule baisse était anticipée avant la publication du rapport sur l'emploi. Côté valeurs, à noter, les gains d'Alphabet et de Meta Platforms, tandis que Nvidia a perdu 1,7% après que le Wall Street Journal a rapporté qu'Apple développait son propre semi-conducteur d'intelligence artificielle (IA) pour ses 'data centers'. Tesla a décliné de 3,8% à la suite de données montrant une baisse des ventes du constructeur en Chine en avril. Palantir Technologies a plongé de 15,1%, une chute inédite depuis mai 2022, après une prévision de chiffre d'affaires annuel inférieure aux attentes.

CRYPTOMONNAIES

Ftx devrait récupérer entre 14,5 et 16,3 milliards \$

Les liquidateurs de FTX, un temps deuxième plateforme mondiale d'échanges de cryptomonnaies jusqu'à sa faillite fin 2022, devraient récupérer entre 14,5 et 16,3 milliards de dollars, selon un communiqué publié mardi par l'entreprise.

Un plan de réorganisation amendé a été déposé dans le courant de la journée auprès du tribunal des faillites du Delaware (nord-est des Etats-Unis), a indiqué FTX, précisant qu'il devait désormais être validé par la justice pour être mis en oeuvre. "Le plan envisage la distribution centralisée à tous les clients et autres créiteurs à travers le monde de tous les actifs associés à FTX au moment de sa faillite en novembre 2022, quel que soit la localisation de ces actifs à cette époque", relève le communiqué. La valeur totale estimée de ces actifs, convertis en liquidités, "atteindra entre 14,5 et 16,3 milliards de dollars". Dépôt de bilan Ce montant, précise FTX, représente les actifs sous le contrôle des liquidateurs

dans le cadre de la procédure des faillites aux Etats-Unis dite "Chapter 11", du ministère américain de la Justice, ainsi que sous le contrôle d'autorités aux Bahamas, où FTX avait installé son siège, en Australie et de "dizaines de tiers privés ayant participé aux efforts de récupération". Il s'agit avant tout d'un "éventail extrêmement diversifié d'actifs" qui étaient détenus par FTX et par sa société de trading Alameda. FTX a implosé en novembre 2022 lorsque des clients, inquiets de la gestion de leur argent, ont cherché à opérer des retraits massifs. Au moment du dépôt de bilan, environ 9 milliards de dollars manquaient Les liquidateurs, qui ont déjà récupéré plus de 6,4 milliards en numéraire, avaient indiqué il y a plusieurs mois qu'ils pré-

voyaient de rembourser intégralement les clients lésés. Selon le communiqué de mardi, la totalité des créanciers non gouvernementaux seront remboursés à hauteur de 100% de la valeur de leur réclamation qui a été validée par le tribunal des faillites. Il précise même que 98% des créanciers de 50.000 dollars maximum devraient percevoir environ 118%, en intégrant les intérêts, de cette valeur établie par la justice, et ce dans les 60 jours après la validation du plan amendé. Sam Bankman-Fried, cofondateur et patron de la société, a été reconnu coupable début novembre de fraude pour avoir détourné, sans l'accord des clients de FTX, des milliards de dollars vers Alameda. Il a été condamné le 28 mars à 25 ans de prison, et a fait appel.

SELON UN RAPPORT

Le monde a dépassé en 2023 les 30% d'électricité d'origine renouvelable

Mondialement, les énergies renouvelables sont passées d'une part de 19% de la production électrique mondiale en 2000, à plus de 30% en 2023, sous l'effet de l'essor surtout du solaire mais aussi de l'éolien. Le monde a franchi pour la première fois en 2023 le seuil de 30% de production électrique d'origine renouvelable, selon le centre de recherche sur l'énergie Ember. Mondialement, les énergies renouvelables sont passées d'une part de 19% de la production électrique mondiale en 2000, à plus de 30% en 2023, sous l'effet de l'essor surtout du solaire mais aussi

de l'éolien. Ce taux aurait pu être plus important encore si la production hydro-électrique n'avait été à son plus bas depuis cinq ans, du fait de sécheresses en Chine notamment. Dans le détail, solaire photovoltaïque et éolien ont généré l'an dernier 13,4% de l'électricité mondiale (le reste des sources renouvelables venant surtout de l'hydroélectricité), contre environ 2% en 2010. Un déclin des énergies fossiles "inévitables" Selon Ember, cette croissance pourrait permettre au monde, "peut-être cette année", de voir décliner la production électrique d'origine fossile. "Le déclin des émissions du secteur électrique est

désormais inévitable," souligne Dave Jones, expert d'Ember, pour qui "2023 était probablement le point pivot, un tournant dans l'histoire de l'énergie". "Pour autant, le rythme des baisses d'émissions dépendra de la rapidité avec laquelle la révolution des renouvelables se poursuivra", a-t-il ajouté. Les Etats se sont engagés à la conférence climat de l'ONU fin 2023 (COP28) à agir pour tripler les capacités globales en énergies renouvelables d'ici 2030. Cela permettrait au monde d'atteindre 60% d'électricité d'origine renouvelable, souligne Ember.

CHAOS DANS LES AÉROPORTS DU ROYAUME-UNI

Une panne affecte les postes-frontières

Plusieurs aéroports du pays ont confirmé qu'une panne des postes-frontières empêche tout contrôle des passeports des passagers. Stansted, Gatwick, Edimbourg... Les aéroports du Royaume-Uni sont touchés ce mardi 7 mai par

une panne affectant les postes-frontières, entraînant d'importants retards pour le contrôle des passeports et de longues files d'attente pour les passagers, rapporte Sky News. Cette panne touche les E-gates, les portes électroniques contrôlant les passeports des pas-

sagers sans la présence d'un policier aux frontières. "Nous sommes conscients que Border Force est actuellement confronté à un problème à l'échelle nationale qui affecte les passagers passant par la frontière", écrivent sur X les équipes de l'aéroport de Heathrow

qui déclarent aider à "résoudre le problème le plus rapidement possible, et nous nous excusons pour tout impact sur votre voyage". L'aéroport de Manchester a également confirmé que le système frontalier britannique était en panne.

FRANCE

La hausse des salaires ralentit

Alors que l'inflation poursuit son reflux, les salaires ont eux poursuivi leur hausse au premier trimestre 2024. Désormais toutes les catégories de salariés ont connu une évolution positive du salaire réel. Un soulagement pour le pouvoir d'achat. Après avoir légèrement dépassé l'inflation au quatrième trimestre 2023, la hausse des salaires a largement dépassé l'évolution des prix à la consommation début 2024.

Selon la Dares, l'indice du salaire mensuel de base (SMB) de l'ensemble des salariés progresse de 1,3% au cours du 1er trimestre 2024. Sur un an, il augmente de 3,3% après +3,9% le trimestre précédent. Pour rappel, ce salaire mensuel de base ne prend pas en compte les éventuelles primes touchées par les salariés ni même les heures supplémentaires. Dans le même temps, l'inflation a poursuivi son reflux et s'est établie à 2,1% entre mars 2023 et mars 2024.

L'évolution du salaire de base dépasse donc de 1,2 point celui des prix à la consommation au premier trimestre contre 0,2 point au dernier trimestre de l'année précédente. Toutes les catégories gagnent du pouvoir d'achat L'indice du salaire horaire de base des ouvriers et des employés (SHBOE) a progressé un peu plus fortement que l'ensemble des rémunérations mensuelles. La hausse pour ces catégories de salariés a été de

1,4% au cours du premier trimestre 2024 dans les entreprises de 10 salariés. Sur un an, il augmente de 3,6% fin mars 2024 après +4,1% fin décembre 2023. Sur un an, c'est la catégorie socioprofessionnelle des ouvriers qui enregistre le gain le plus important avec une hausse moyenne de 3,8% du salaire mensuel de base contre 3,4% pour les employés, 3% pour les professions intermédiaires et 2,8% pour les cadres.

PORT DE BAKOU EN AZERBAÏDJAN
Plaque tournante du commerce eurasiatique, il s'étend et accélère sa croissance

Le port de Bakou, stratégiquement situé sur la mer Caspienne, se développe pour répondre aux demandes du commerce mondial tout en accordant la priorité à la durabilité et en investissant dans des projets locaux. Le port de Bakou, en Azerbaïdjan, est le plus ancien et le plus stratégique port de la mer Caspienne. Implanté sur une route commerciale entre l'Est et l'Ouest, il est une destination mondiale pour le transport et la logistique, et la connectivité est la clé de son succès. Taleh Ziyadov, directeur général du port de Bakou, explique que les perturbations et les guerres mondiales ont mis en évidence l'importance des chaînes d'approvisionnement. Il a expliqué à Euronews que le port étant situé au milieu de l'Eurasie centrale, il est un carrefour incontournable pour toutes les directions. « Aujourd'hui, le port de Bakou est en passe de redevenir la plaque tournante cinq étoiles du XXIe siècle qui non seulement connectera les continents, mais contribuera aussi directement au développement économique de la région », a-t-il ajouté. Les parties prenantes du port ont clairement l'ambition de s'adapter et de se développer pour répondre aux demandes croissantes du commerce mondial. L'an dernier, son volume de manutention a atteint 7,3 millions de tonnes, soit une augmentation de 51 pour cent par rapport à 2020. Ziyadov a ajouté : « Nous avons une très bonne équipe opérationnelle qui utilise des indicateurs clés de performance pour évaluer la rapidité avec laquelle les cargaisons doivent être traitées. Tous ces éléments ont vraiment contribué à l'augmentation des cargaisons et ont renforcé la confiance que de nombreux clients internationaux accordent au port de Bakou. »

APRÈS LA M3 CS
Voici la BMW M4 CS

Voici la nouvelle BMW M4 CS, la variante un rien plus légère et un ffrelin plus puissante qui se glisse entre la Competition classique et la CSL hardcore.

La BMW M3 fut la première à être disponible en version Competition Sport, au tour maintenant de la BMW M4 d'être proposée en variante CS. Sous le capot se trouve le six en ligne habituel, un moteur essence 3 litres turbocompressé qui distille une puissance maximale de 550 ch (de 6250 à 7200 tr/min) pour un couple maximal de 650 Nm (de 2750 à 5950 tr/min). Cette puissance est transmise à l'asphalte via la boîte automatique Steptronic à huit rapports, par la transmission intégrale xDrive combiné au différentiel M actif. La BMW M4 CS a besoin de 3,4 s pour passer de 0 à 100 km/h, tandis que sa vitesse maximale est de 302 km/h.

La BMW M4 CS se reconnaît à son capot orné d'ouïes de refroidissement supplémentaires, au splitter en carbone sous le bouclier avant et au design aérodynamique optimisé de la calandre BMW. Les feux laser jaunes de la M4 CSL sont également disponibles pour la Competition Sport. L'intérieur reçoit un habillage spécial, avec notamment des sièges baquets destinés à fournir un meilleur maintien en conduite très active.

Competition Sport

Comme lors du développement de la M3 CS, les ingénieurs de Motorsport ont travaillé en priorité à la réduction du poids et à l'augmentation de la rigidité de la carrosserie, deux facteurs essentiels pour ceux qui aspirent à chasser le chrono sur circuit. L'utilisation généreuse de PRFC (plastique renforcé de fibres de carbone) permet d'ores et déjà une perte de poids de quelque 20 kg tandis que les divers renforts de suspension confèrent à la BMW M4 CS une plus grande rigidité.

Pour la BMW M4 CS, la division Motorsport a complètement repensé la suspension, depuis le débattement des roues et les amortisseurs jusqu'aux ressorts auxiliaires et aux barres stabilisatrices. La Competition Sport est équipée de série de la suspension M adaptative avec amortisseurs pilotés et de la direction électromécanique à rapport variable M Servotronic. Il faudra par contre passer à la caisse pour bénéficier des freins M Carbon. De série, en revanche, vous profitez des vocalises du six en ligne via une ligne d'échappement dédiée avec des soupapes contrôlées et un silencieux en titane.

BENTLEY BATUR CONVERTIBLE
**L'exclusivité
au grand air**

La Bentley Batur construite à 18 exemplaires n'est pas assez exclusive pour vous ? Ne vous inquiétez pas, Mulliner produira également 16 exemplaires du cabriolet Batur. Et oui, cette découvrable anglaise conserve le W12 de 750 ch.



Mulliner présente aujourd'hui la Bentley Batur Convertible, basée sur la Continental GTC et construite à 16 exemplaires. Sous le capot de la Bentley Batur Convertible se cache une variante du W12, porté à 750 ch et 1000 Nm, le moteur que le constructeur britannique de voitures de luxe s'apprête à mettre à la retraite. Ou comment de nombreux constructeurs accordent à ce type de moteur une dernière chance, avant que nous ne passions tous à l'électrique. Mais Bentley regarde aussi vers l'avenir avec cette Batur, car son design préfigure l'orientation stylistique imaginée par Andreas Mindt pour les futures voitures électriques de la marque.

Le W12 biturbo est toujours couplé à la boîte automatique à huit rapports et transmet sa puissance aux quatre roues. La Bentley Batur Convertible pèse plus de 2 tonnes et fait appel à une suspension pneumatique, à un système de barre antiroulis pilotées (sur 48 volts) et à un différentiel à glissement limité actif pour assurer une tenue de route sûre, efficace et dynamique.

En 2022, la division Mulliner a présenté la Bentley Batur, un prestigieux projet de carrosserie en édition limitée basé sur la Continental GT. Malgré un prix de vente de près de 2 millions d'euros, Crewe n'a eu aucun mal à faire profiter les plus fortunés de cette série de 18 exemplaires. C'est pourquoi



HUAWEI LANCE SON MATEBOOK 14

Un ultraportable OLED qui ne fait pas de chichi

En parallèle de l'élégant MateBook X Pro, Huawei a profité de sa conférence tenue le 7 mai pour dévoiler un autre PC portable de 14 pouces : le bien nommé MateBook 14. Un peu plus rudimentaire, il embarque pourtant lui aussi un écran OLED et des processeurs Intel de dernière génération.

L'ultraportable des jeunes actifs, c'est un peu le crédo du nouveau MateBook 14, du moins si l'on s'en tient aux éléments de langage de Huawei. Fils spirituel du MateBook 14S que nous testions fin 2021, l'appareil fait mieux que



aiéul sur à peu près tous les plans, sans pour autant changer de design.

Matebook 14 : un ultraportable équilibré

C'est sur le plan de l'affichage que l'appareil progresse le plus, avec l'introduction d'une dalle OLED au lieu de l'IPS qu'on connaissait précédemment sur cette gamme. Cet écran tactile 2,8K (2880 par 1920 pixels) est censé couvrir intégralement l'espace de couleurs DCI-P3 et offrir une



parfaite justesse colorimétrique avec un DeltaE inférieur à 1. On y trouve pour le reste une luminance maximale de 450 nits et les noirs infinis de la technologie OLED. À l'inverse du Mate-

Book X Pro, plus haut de gamme, le MateBook 14 se contente par contre d'un châssis en aluminium plus rudimentaire, aux finitions moins spectaculaires. On reste néanmoins sur un pro-

duit compact et relativement léger : 14,5 mm d'épaisseur pour 1,31 kg sur la balance.

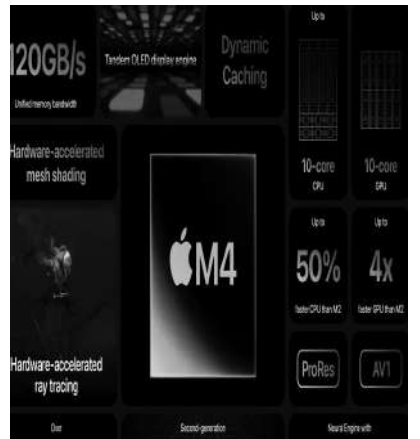
De l'OLED et des puces « Meteor Lake »

Sous le capot, on retrouve des processeurs Intel « Meteor Lake ». Sur ce MateBook 14, Huawei nous laisse le choix entre un Core Ultra 5 ou un Core Ultra 7, couplé dans tous les cas à 16 Go de RAM et à 512 Go ou 1 To de SSD. La marque évoque là aussi un TDP maximum de 40W, et une paire de ventilateurs « Shark Fin » pour le refroidissement. Côté batterie, le MateBook 14 embarque enfin une batterie de 70 Wh capable d'offrir jusqu'à 19 heures d'autonomie en lecture vidéo. Huawei précise toutefois que cette estimation est basée sur de la lecture 1080p, en local. Nous aurons tout loisir de tester ce nouveau modèle dans les prochaines semaines pour vous donner une estimation plus précise des performances et de l'endurance de l'appareil.

Le Huawei MateBook 14 est attendu en France à partir de 1099 euros pour la version Ultra 5 / 16 Go de RAM / 512 Go de SSD. Le modèle le mieux équipé (Ultra 7 / 16 Go de RAM / 1 To de SSD) arrivera pour sa part à un tarif de 1399 euros.

Apple équipe l'iPad Pro d'une puce M4 et un écran Oled

Le renouveau d'Apple en matière de tablettes était attendu au tournant. C'est aujourd'hui chose faite avec des modèles iPad Pro qui gagnent en performances avec une puce M4, ainsi que d'un écran Oled. Les tarifs débutent à partir de 970 €HT (11 pouces) et 1 270 €HT (13 pouces). Cette fois ça y'est. Après de longs mois de rumeurs, Apple a enfin levé le voile sur les dernières évolutions de ses différentes gammes de tablettes iPad. A commencer par un iPad Pro alliant à la fois finesse et puissance disponibles en version 11 et 13 pouces. Pesant moins d'un kilo, il sera proposé en couleur argent ou noir. Comme prévu, les iPad



Pro embarquent des écrans OLED Ultra Retina XDR 1 000 nits avec à la clé des noirs plus profonds annoncés, plus de détails, plus de réactivité. A noter un verre "nanotexturé" (en option) qui promet de moins éblouir l'utilisateur. Dans le dernier iPad Pro on trouve une puce M4 d'une finesse de gravure de 3nm dotée d'un CPU 10 cœurs (4 cœurs de performance et 6 cœurs d'efficacité) et d'un GPU à 10 cœurs. La firme de Cupertino a indiqué que la partie CPU du M4 propose 50% de performance en plus que la puce M2 et des performances par watt similaire à la M3. Sur le papier les promesses donnent le tournis (moteur neuronal, 38 milliards d'opérations par seconde, une puce plus puissante que n'importe quel NPU...) mais mériteront bien sûr d'être confrontées au principe de réalité. Comme pour la génération précédente, cette salve d'iPad Pro voit son stockage grimper jusqu'à 2 To maximum.

Une livraison à partir du 15 mai 2024

L'iPad Pro utilise l'IA pour reconnaître automatiquement les fichiers et mettre à jour l'éclairage et dispose d'un système de chargement optimisé ainsi qu'un appairage facilité avec l'Apple Pencil. Un Magic Keyboard plus fin et léger est aussi de la partie avec un repose-paume en aluminium et un pavé tactile plus grand. Objectif ? Avoir à l'usage la sensation équivalente à un MacBook. L'iPad Pro, avec deux fois plus d'espace de stockage, est proposé à partir de 970 €HT (11 pouces et 256 Go) et 1 270 €HT (13 pouces et 256 Go). Les précommandes sont ouvertes pour une livraison à partir du 15 mai.

Brèves

Microsoft développe un LLM à 500B de paramètres

Baptisé MA-1, un grand modèle de langage de près de 500 milliards de paramètres est actuellement en développement chez l'éditeur. Selon The Information, ce LLM serait officiellement dévoilé dans le courant de ce mois. Les capacités de MA-1 sont loin d'être les plus performantes Google Gemini Ultra et Open AI GPT 4 affichant respectivement des capacités de 1 760B et 1 600B. Le développement de MAI-1 est supervisé par Mustafa Suleyman, le fondateur du développeur d'Inflexion AI qui a rejoint Microsoft en mars dernier. Il connaît bien le sujet des LLM

puisque'il avait auparavant aussi co-fondé le groupe de recherche DeepMind AI de Google.

Wiz lève 1 Md\$

L'éditeur spécialisé dans la protection des environnements cloud natif a décidé de le vent en poupe en annonçant une levée de fonds de 1 milliard de dollars. La série E a été codirigée par Andreessen Horowitz, Lightspeed Venture Partners et Thrive. La valorisation de l'entreprise est estimée à 12 milliards de dollars. Le CEO et co-fondateur Asaf Rappaport, a indiqué dans une interview que ce financement allait servir à accélérer la R&D de la société,

ainsi que le recrutement de compétences. Par ailleurs, Wiz a des ambitions de croissance externe avec des rachats. « Il y a d'une part les anciennes licornes, c'est-à-dire les entreprises qui ont levé des fonds considérables pour une valeur supérieure à 1 milliard de dollars, mais qui n'ont pas connu la croissance escomptée et qui explorent maintenant d'autres options que l'introduction en bourse, et d'autre part les jeunes entreprises passionnantes, les superstars, qui ont une belle trajectoire devant elles », observe le dirigeant. Il y a quelques semaines, Wiz avait voulu s'emparer de Lacework, mais a du finalement renoncer à cette acquisition estimée à 200 M\$.

Mots fléchés

Conforme aux lois de la république Chambar-dement		Partie de couvent interdite aux laïcs		Ecarté		Pays d'Asie		Abandonner		Arrête		Existait	
								Tous les cent ans		Devant le notaire			
Auditoire		Placé		Chaîne de montagnes		Poètes épiques Marquise des anges						Un être supérieur à l'homme	
										Capucin			
Peintre vénitien							Pressant			Commune de la Manche			
Coiffure papale													
					Grand froid				Fils d'Isaac		Intercalai		Véto
					Défaite des prussiens								
Boucherie							Léger comme l'air						
Passage presque à sec													
			Auberge ancienne							Col des Alpes		Frics	
			Tzigane, gitan, bohémien										
Dictateur yougoslave		Princesse hindoue					Bon sens						
		Ville italienne					Associé						
				Chargées d'eau									Sélénium
				Maître des vents									
Grand arbre					Avec les autres				Longues périodes				
Inséparable					Jadis les numides				Astiquage				
			Obtempéré					Culotte gauloises					
			Avec Charden					Un allemand					
Ancienne tour de Paris						Harem							Massif
Éther-sel						Chef-lieu du Valais					Lycée technologique		
Instrument à corde											Conduite		
				Capitaux						Pas beaucoup			
										Département français			
Oeuf de toto						Actinium		Pris					
Moi													
		Bourricot		Petite danseuse de l'opéra				Condiment				Nuanças	
				Länder allemand									
Possessif			Aride				Dans le texte	Châtaignes					
Parasites de l'intestin			Deux romain					Première page					
						Auteur du Juif errant				Assassina			
						Six romain							
Morceau de veau					Boisson fermentée				Prénom masculin				
Directeur sportif													
			Conifère							Le soleil s'y lève			

Réception de plus de 50 nouveaux hôtels avant la saison estivale

Plus de 50 nouveaux hôtels seront réceptionnés avant le début de la saison estivale 2024. D'une capacité d'accueil supplémentaire de 7000 lits, ces nouvelles infrastructures vont renforcer davantage le parc hôtelier national notamment dans les wilayas coudières. L'annonce a été faite par le directeur central au ministère du Tourisme ET de l'Artisanat, Radouane Ben Attalah, en soulignant que les préparatifs pour la saison estivale battent leur plein et que toutes les mesures ont été prises pour la réussite de cette saison, notamment en matière d'hébergement, transport, restauration, loisir etc.



JOURNÉE NATIONALE DE LA MÉMOIRE

Goudjil : «Un rendez-vous pour renouveler notre fidélité au serment fait aux choudhada»

Le président du Conseil de la nation, M. Salah Goudjil, a affirmé, ce mercredi, que la Journée nationale de la Mémoire, coïncidant avec le 79e anniversaire des massacres du 8 mai 1945, se voulait une occasion pour renouveler la fidélité au serment fait aux choudhada et se recueillir à la mémoire des héros de la Glorieuse révolution.

« En cette Journée nationale de la Mémoire, nous commémorons l'anniversaire des massacres imprescriptibles du 8 mai 1945, ce lourd tribut de sacrifices et de sang pur effusé par la trahison et l'oppression... Une halte pour renouveler la fidélité au serment fait aux choudhada, se recueillir à la mémoire des héros de la Glorieuse révolution, et lancer un appel pour la révision des chartes et règles internationales régissant les droits de l'homme et les épurer de l'hypocrisie qui les entache », a écrit M. Goudjil sur son compte officiel dans les réseaux sociaux.

MDN

Un terroriste abattu et 21 éléments de soutien arrêtés en une semaine

Un terroriste a été abattu à Bordj Badji Mokhtar et 21 éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) durant la période du 1er au 7 mai, lors d'opérations distinctes à travers le territoire national, selon un bilan rendu public, mercredi, par le ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans la dynamique des efforts soutenus dans la lutte antiterroriste et contre la criminalité organisée multiforme, des unités et des détachements de l'ANP ont exé-

cuté, durant la période du 1er au 7 mai 2024, plusieurs opérations ayant abouti à des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces Armées à travers tout le territoire national », indique la même source. Dans le cadre de la lutte antiterroriste, un détachement de l'ANP a abattu, à Bordj Badji Mokhtar, le terroriste dénommé +D. Omar+, qui avait en sa possession un (01) pistolet automatique et une quantité de munitions », ajoute le communiqué.

6e FOIRE DES PRODUITS ALGÉRIENS À NOUAKCHOTT

Signature de dix accords de coopération entre des opérateurs algériens et mauritaniens

La 6ème Foire des produits algériens à Nouakchott, capitale de la Mauritanie, a été couronnée par la signature de dix (10) accords de coopération concernant divers domaines économiques et commerciales, a indiqué mercredi un communiqué du ministère du Commerce et de la Promotion des Exportation.

Cette manifestation a pris fin, mardi, par la signature de deux nouveaux accords de coopération entre des opérateurs économiques algériens et mauritaniens, portant le nombre total des accords à dix (10), a ajouté la même source. Lors de la dernière journée, l'Entreprise nationale des Peintures (ENAP) a procédé à la signature d'un accord de coopération avec la société mauritanienne "MAURI PEINT", deuxième accord signé par

l'ENAP en Mauritanie. Quant au deuxième accord, il a été signé par le groupe public "DIVIN-DUS" avec un opérateur économique mauritanien, selon le même communiqué qui précise que les accords signés concernent plusieurs domaines de coopération, d'exportation et de représentation commerciale, à l'instar de l'agroalimentaire, du céramique, du mobilier de bureaux, des portes intérieures, extérieures et fenêtres, du parapharmaceutique, des charpentes métalliques, des citernes métalliques et des baguettes à souder.

La Foire des produits algériens à Nouakchott a connu un "grand engouement" de la part de sociétés algériennes dans plusieurs secteurs, qui ont présenté une collection diversifiée de produits de haute qualité, "une importante

opportunité" pour renforcer l'échange commercial et les relations bilatérales entre l'Algérie et la Mauritanie, selon le même communiqué. Cet événement était marqué par la présence d'un "grand nombre" d'hommes d'affaires et investisseurs mauritaniens et représente "une opportunité importante" pour créer des partenariats et profiter des opportunités d'investissement dans des divers secteurs, en plus du grand engouement de la part des familles mauritaniennes, venues découvrir de près les produits algériens, a-t-on appris de la même source.

La sixième édition de la Foire des produits algériens, inauguré jeudi dernier à Nouakchott, a connu la participation de 183 exposants des différents secteurs économiques algériens.

Chronique Eco

d'Anouar El Andaloussi

Le « Sud Global » une notion à contours imprécis

Depuis plusieurs années, une notion nouvelle a fait son incursion dans les débats économiques et surtout dans la nouvelle géopolitique. Il s'agit de la notion de « Sud global » pour désigner, selon l'objet du débat, soit une zone géographique, soit un ensemble de pays, majoritairement situés au Sud, ayant des niveaux de développement encore modeste par rapport aux autres, ceux du Nord. Au plan économique, les contours de la notion correspondent exactement aux notions de « pays du tiers-monde », « pays en développement », « groupe des 77 ». Alors pourquoi une nouvelle notion pour désigner la même chose ? Sur le plan idéologique, la nouvelle notion ne fait aucune référence à aucun référentiel idéologique. Le Sud Global est présenté comme un ensemble homogène d'économies situées dans l'hémisphère sud. S'agit-il d'un simple concept géographique ? Une volonté politique de diviser grossièrement le monde en un clivage nord-sud ? Le concept de Sud Global demeure difficile à définir, car il ne représente ni une alliance formelle, ni un pôle, mais un ensemble flou dans lequel se reconnaissent de nombreux pays.

Du tiers-monde au Sud Global

Pour l'universitaire nord-américaine Anne Garland Mahler, Gramsci a appliqué un cadre politique qui a ensuite servi de base à la théorisation du Sud dans le Nord : « Une géographie déterritorialisée des externalités du capitalisme [...] pour rendre compte des peuples assujettis à l'intérieur des frontières des pays les plus riches, de sorte qu'il y a des Suds dans le Nord géographique et des Nords dans le Sud géographique. » Mais il semblerait que le terme Global South ait été utilisé pour la première fois en 1969 par Carl Oglesby (un universitaire gauchiste améri-

cain). Ecrivain dans le magazine catholique libéral Commonweal, Oglesby a soutenu que la guerre du Vietnam était le point culminant d'une histoire de « domination du Nord sur le Sud Global ». Mais ce n'est qu'après l'effacement de l'Union soviétique en 1991 – qui a marqué la fin de ce qu'on appelle le « Second Monde » – que le terme a pris de l'ampleur. Jusqu'alors, le terme le plus courant pour désigner les pays en développement – les pays qui n'étaient pas encore pleinement industrialisés – était « tiers-monde », théorisé par Alfred Sauvy en 1952 afin de désigner les pays non alignés, les pays en développement, ou encore ceux subissant encore le joug colonial. Avec la chute du mur de Berlin, le terme de « tiers-monde » s'efface au profit de « pays en développement » par opposition aux « pays développés » ; la dichotomie sera supplantée par celle entre Nord et Sud. À partir de 2022, la notion de Global South englobera des pays qui refusent de s'engager militairement dans la guerre en Ukraine. Au même moment, l'émergence du bloc BRICS donne un autre sens au Sud Global, celui de l'émergence autonome et solidaire de certains pays, avec deux piliers, la Chine et la Russie. Au final, on risque d'avoir un Sud dans le Sud Global. Ce nouveau Sud sera principalement l'Afrique. L'Afrique est aujourd'hui convoitée, encore par rapport à ses ressources naturelles, par le Nord et par le « Sud global » incarné par les quelques pays dits émergents, comme la Chine, l'Inde, la Turquie ou la Malaisie ou encore les Philippines et le Vietnam... Concrètement, la notion n'apporte rien de nouveau pour l'analyse. Pourtant, elle est devenue d'un usage courant. Mais pourquoi on ne parle pas de « Nord Global » ? Est-ce pour dire que le Nord n'est pas homogène, n'est pas globalisé, n'a pas une vision commune pour l'avenir. Pourtant, c'est tout le contraire

qui est observé. Au Nord, les économies sont très convergentes en termes de niveaux de développement, et surtout d'appartenance à des organisations économiques et/ou politiques puissantes. La nouvelle notion est, peut être, une création des laboratoires de recherches pour des raisons de simplifications ou de réduction de situations très différentes à une seule catégorie générique. Le Nord Global est une réalité par le volume des échanges commerciaux et financiers intra zones, les normes de production, la mobilité des capitaux (financiers et humains, technologiques...). La Division Internationale du Travail n'a pas beaucoup évolué en 80 ans de commerce, d'organisation et de régulation des échanges internationaux et de « coopération » ; on a toujours les matières premières au Sud et leur valorisation au Nord, à l'exception notoire de la Chine et de quelques pays du Sud Est-asiatique, comme la Corée, la Malaisie, les Philippines ou plus tard l'Indonésie et le Vietnam où effectivement une valorisation locale se développe.

Cette nouvelle terminologie semble signer la fin de la « Mondialisation heureuse ». Après plus de quatre décennies de promotion et de glorification de la Mondialisation (dont le sens le plus précis est la globalisation) aussi bien par les « politiques », les institutions internationales (Banque mondiale, FMI, OMC, et les autres institutions multilatérales ...) et surtout les chercheurs et experts ; voilà que la notion devient inopérante, n'a pas apporté le bien-être souhaité et n'a pas supprimé les frontières. La notion de « Sud Global » revient en surface pour justifier le souverainisme économique, porté par les différentes pratiques protectionnistes, loin des libertés de circulation des marchandises et des capitaux prônées par le libre-échange. Ou peut-être aussi pour faire peur : le « Sud Global » arrive....